COMPTES ET LÉGENDES

Les dessous des statistiques économiques

Alain LECAIRE

Croissance, chômage, hausse des prix, nous sommes abreuvés de chiffres qui présentent un visage de la réalité dans lequel les classes populaires ne se retrouvent guère. Les données économiques sont présentées comme incontournables, les chiffres aussi peu discutables que la température, le soleil ou la pluie.

Pourtant les notions qui traduisent ces données, PIB, taux de chômage, niveau des prix, etc., sont le résultat d'une construction, le reflet d'une certaine réalité, celle qui intéresse les dirigeants de cette société, mais pas celle que vivent et qui intéresse les classes populaires.

Faire comprendre comment les grands organismes comme l'Insee élaborent ces notions, ce qu'elles recouvrent, ce que disent les chiffres, ce qu'ils ne disent pas et ce qu'on leur fait dire, tel est le but de cet ouvrage.

ISBN 978-2-493083-02-9



8,20 €

La collection Éclairage a pour ambition de contribuer à la compréhension de la marche de l'histoire et d'apporter son éclairage sur les éléments du passé, lointain ou proche, dont l'influence se propage dans l'actualité politique ou sociale.

Illustration de couverture
© Lupo.

www.lesbonscaracteres.com

Alain LECAIRE

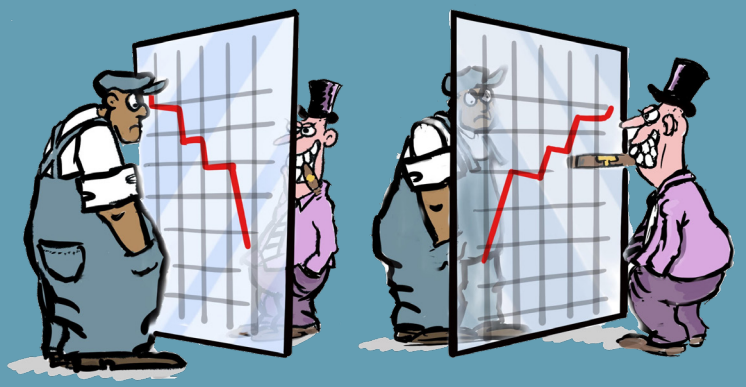
COMPTES ET LÉGENDES

22

lbc

COMPTES ET LÉGENDES

Les dessous des statistiques économiques



Alain LECAIRE

Éclairage

les bons caractères lbc

Comptes et légendes

Les dessous des statistiques économiques

Alain Lecaire

les bons caractères lbc
6, rue Florian – 93500 Pantin

Éclairage • 22

Lors d'un entretien d'embauche, un recruteur demande à un mathématicien, un statisticien et un économiste, combien font deux et deux.

Le mathématicien répond : *« Quatre »*. *« Quatre exactement ? »*, demande le recruteur. *« Ben oui, quatre ! »*, répond le mathématicien, surpris.

À la même question, *« Combien font deux et deux ? »*, le statisticien répond de façon plus prudente *« Quatre, plus ou moins 10 % »*.

Enfin quand le recruteur pose la même question, *« Combien font deux et deux ? »*, à l'économiste, celui-ci se lève, ferme la porte, baisse les volets et lui demande : *« Combien voulez-vous que cela fasse ? »*

(Blague d'économiste)

Les Bons Caractères – 2021
Imprimé par IMS – 93500 Pantin
ISBN 978-2-493083-02-9
Dépôt légal 1er trimestre 2022

INTRODUCTION

« Les chiffres, on peut leur faire dire ce qu'on veut », à en croire l'opinion publique, et ce n'est certes pas la plaisanterie rappelée en exergue qui va la démentir. Nous sommes abreuvés de chiffres, produits par des organismes qui se veulent scientifiques, ou commentés par des économistes ou des statisticiens présentés comme des spécialistes objectifs. L'information délivrée étant supposée libre, les chiffres seraient neutres. Mais plus nous sommes noyés sous la masse de ces chiffres, bruts ou transformés, de ces analyses savantes, moins nous avons tendance à les accepter, refusant d'être enfermés dans des choix présentés comme aussi contraints et inévitables que le soleil en été, la pluie, la neige et le froid en hiver.

Il faut reconnaître que si, comme le dit la sagesse populaire, « *abondance de biens ne nuit pas* », ce déluge de chiffres fait douter le public des données, et surtout des conclusions lorsqu'elles vont encore et toujours dans le même sens. Trop d'information finit par tuer l'information, et se développe une tendance instinctive à se méfier des chiffres présentés. « *On ne nous dit pas tout* » : si la formule de l'humoriste Anne Roumanoff a eu tant de succès, c'est que ces chiffres ne reflètent guère ce que, dans les classes populaires, chacun peut constater lui-même, comme le chômage ou le niveau de vie. Car si l'économie s'exprime dans des données

assez abstraites, parfois même franchement hermétiques, l'évolution du chômage et le niveau des prix touchent la vie de chacun. Il est possible alors de confronter les chiffres publiés à son expérience quotidienne, parfois même de les vérifier.

L'humoriste Pierre Dac (1893-1975) se moquait ainsi de ces avalanches de chiffres : *« Information : le service national de la statistique nous communique la série de chiffres suivants : 12 ; 2 500 ; 35 025 ; 24 ; 14,21 % ; 314 125 364 ; 25 365 ; 998. Nous ne savons absolument pas à quoi ils correspondent mais nous vous les communiquons à toutes fins utiles. »*

La statistique et les organismes qui la traitent, comme l'Insee, ne sont pas forcément en cause. Ce ne sont que des outils qui, en tant que tels, font œuvre utile. Ainsi, dans les périodes de grands changements, la France de 1789 ou la Russie de 1917, les savants venus aider les révolutionnaires ont aidé à établir un état des lieux, quitte à inventer les instruments de mesure dont ils avaient besoin. Comment sans cela réorganiser l'économie en fonction des besoins de la population ? Élaborer des instruments, produire des chiffres, est donc une démarche normale. Encore faut-il comprendre ce que ces instruments évaluent, ou pas, dans quelle mesure ils sont adaptés aux objectifs proclamés, et quels sont ceux-ci. Et aussi, encore faudrait-il que les commentateurs les utilisent à bon escient.

Une société orientée vers le bien commun et non vers le profit capitaliste devra bien mesurer ce qu'elle produit, se donner des outils pour savoir si elle progresse ou pas, ce qui

lui manque, ce qu'elle doit faire pour atteindre ses objectifs. Elle devra vérifier les défaillances, savoir si les forces productives sont judicieusement employées, le travail bien réparti sans laisser quiconque sur le bord de la route. Tel n'est évidemment pas le but de la société actuelle. Et il n'est guère étonnant que les instruments qu'elle s'est donnés ne soient pas ceux qu'une autre société adopterait. Et encore une fois, ne parlons même pas de leur interprétation ou de leur utilisation par les commentateurs et les politiques !

Que peut-on lire néanmoins au travers des chiffres publiés ? Généralement pas ce que les autorités ou les médias en disent. Et même si l'on s'en tient aux définitions, celles-ci sont conformes aux centres d'intérêt et aux buts de cette société, qui ne sont pas ceux de la population travailleuse. Ils parlent du chômage comme d'un problème d'ajustement entre une offre et une demande, quand les classes populaires s'inquiètent de savoir si, quand on a été licencié à plus de 50 ans, on va retrouver un emploi, et à quel salaire, ou si les jeunes arriveront à trouver un emploi correspondant à leur formation et leurs goûts. Les uns parlent de croissance et se réjouissent de quelques pourcents de plus quand une partie de la population s'enfonce dans la misère. Ils voient les prix stables quand une partie de la population a de plus en plus de mal à joindre les deux bouts.

À l'évidence, les chiffres produits ne correspondent pas à ce que les médias en disent, ni surtout à ce que la population laborieuse en attend. Comprendre pourquoi, comment sont élaborés et construits les indicateurs les plus courants (PIB, taux de chômage, indice des prix), ce qu'on

peut en tirer ou pas, permet alors de les critiquer, et d'opposer une autre vision à celle qui voudrait qu'il n'y ait aucune alternative.

Première partie

Compter ce qui est produit

CHAPITRE Ier

MESURER LA RICHESSE

La croissance, telle est l'obsession des gouvernements qui se vantent, ou se désolent, d'une variation de quelques dixièmes de pourcent. En réaction, cette recherche de la croissance à tout prix en fait un objet de détestation pour ceux qui, sincèrement révoltés, s'imaginent combattre le capitalisme parce qu'ils en prennent le contre-pied. Il est évidemment choquant de parler de « décroissance » dans ce monde qui, malgré l'abondance des moyens de production, n'a jamais été capable de faire manger chacun à sa faim, de le vêtir ou de le loger correctement, de le soigner et de lui donner accès à l'éducation. Mais, pour autant, la recherche de cette croissance qui semble l'obsession des gouvernants de la planète doit-elle être l'alpha et l'oméga, l'unique source du bonheur des humains ?

Cette obsession, Marx s'en moquait déjà dans son livre *Le Capital* (publié en 1867) : « *Accumulez, accumulez ! C'est la loi et les prophètes !* […] *Accumuler pour accumuler, produire pour produire, tel est le mot d'ordre de l'économie politique proclamant la mission historique de la période bourgeoise.* » Pourtant à son époque, il n'y avait ni Insee, ni cette armée d'économistes, prévisionnistes, statisticiens,

instituts de conjoncture et autres. La croissance n'était même pas mesurée. Ce qui était enregistré en France, c'était la richesse, le patrimoine des Français, la fortune que les nobles avaient conservée en terres ou en argent, les bâtiments, immeubles, usines, capital que les nouveaux riches, les bourgeois, accumulaient rapidement. Et à l'autre pôle, pour la plupart, ce patrimoine, mesuré par la valeur des biens laissés aux héritiers, se réduisait à zéro. Désormais, l'Insee, les organismes statistiques européens, l'Onu ou la Banque mondiale établissent de savants tableaux classant les pays par ordre de richesse produite annuellement, c'est-à-dire en fonction du PIB.

Mais beaucoup constatent que la croissance du PIB dont les gouvernants sont si fiers ne change guère leur situation personnelle. Comme dans la chanson de Boris Vian, *« y'a quéqu'chose qui cloch' là-d'dans, j'y retourne immédiatement ! »*[1] Eh bien, retournons-y. S'interroger sur le PIB, comprendre son origine et sa définition permettra de comprendre ce qu'il signifie et ne signifie pas, et ce qu'il faudrait pour qu'il signifie quelque chose.

Comment le PIB (produit intérieur brut) fut inventé

Le PIB mesure la richesse produite dans un pays au cours d'une période donnée, en général l'année. Il est assimilé au niveau de vie, au bien-être de la population. Et « la croissance », cette fameuse croissance dont on parle tant, c'est donc tout simplement celle de cet indicateur, l'augmentation du PIB.

1 *La java des bombes atomiques.*

On pourrait remarquer que la richesse, et partant, le niveau de vie, a été mesurée de bien des façons différentes dans l'histoire de l'humanité. Elle l'a été en biens matériels avant de l'être en argent. C'est avec le développement des échanges et du commerce, 2 500 ans avant notre ère, que des sociétés ont inventé le moyen d'enregistrer la richesse : l'écriture. Le mot calcul vient de *calculus*[2], petit caillou en latin, car c'est avec de petits cailloux que les romains se facilitaient les calculs, un peu comme on le fera plus tard avec un boulier.

L'Insee, comme les organismes internationaux, utilise aujourd'hui le PIB. Ce n'est donc qu'une certaine façon de compter, celle qui s'est imposée depuis moins d'un siècle dans nos sociétés monétaires. Comment le PIB mesure-t-il la richesse ? Nous verrons que cette mesure ne reflète que de fort loin la richesse au sens commun du terme, et encore moins le niveau de vie ou de bien-être d'une société.

Tous ces concepts sont récents et datent de la Deuxième Guerre mondiale, un temps où le monde capitaliste ne sortait de la pire crise de son histoire qu'en se jetant dans la guerre. Il faut dire qu'auparavant la naïveté des économistes du 19e siècle, admirateurs du capitalisme, était sans bornes. Jean-Baptiste Say dans son *Traité d'économie politique* de 1803 écrivait que « *l'offre crée sa propre demande* », formule qu'avait reprise David Ricardo, l'économiste le plus respecté de ce même siècle. Une crise générale était théoriquement impossible car, dans les ouvrages de ces

2 Le sens est resté en médecine pour les calculs rénaux, biliaires, si douloureux.

théoriciens, en particulier ceux de la fin du 19e siècle qui sont encore à la base de l'économie enseignée à l'université, le marché parvenait toujours à un équilibre. Dans le domaine de l'« économie pure » (du nom des *Éléments d'économie pure*, ouvrage écrit en 1874 par un de ses fondateurs, Léon Walras), si rien ne s'oppose au marché, celui-ci trouve spontanément son équilibre. Et si injuste soit-il en apparence, cet équilibre est, selon eux, le meilleur possible. La crise générale est donc exclue, du moins dans la théorie. Lorsqu'elle survient malgré tout, il faut laisser le marché agir. Leur doctrine était le libéralisme, résumé par la formule « laissez faire, laissez passer » : laissez faire les industriels et les commerçants, laissez circuler les produits. Et si survenait une crise, contredisant leurs théories, leur philosophie de l'action publique se résumait à dire en quelque sorte : « Après la pluie, le beau temps. »

Mais devant la crise de 1929, même les plus aveugles devaient se résoudre à reconnaître que le déséquilibre et la crise faisaient partie intégrante du capitalisme. Il fallait donc admettre que la production réalisée par l'appareil économique pouvait ne pas trouver preneur, que l'offre n'avait pas créé la demande, la demande solvable, celle qui peut payer, la seule qui compte pour les capitalistes et leurs économistes, et que la société ne reviendrait pas d'elle-même à l'équilibre.

Car la crise est une situation paradoxale, où le manque et la misère côtoient le trop-plein, où ce qui est produit ne trouve pas d'acquéreur, où les vitrines sont pleines alors que les ventres sont vides. Dans les années 1930 des économistes

comme Keynes, attachés à défendre le système, cherchaient à comprendre ce qui se passait sur le marché, à mettre face à face les biens et services proposés d'une part, les moyens de les acquérir de l'autre.

Or le simple fait de poser cette équation – et la description des faits qu'elle traduit, qui semble pourtant la base de toute politique économique – était impossible. La statistique d'alors enregistrait bien les productions matérielles, les mouvements des marchandises, sur les marchés, par l'intermédiaire des douanes, les mouvements qui affectaient les monnaies, mais ne se posait pas la question de l'équilibre global de tous ces mouvements… et que, les déséquilibres, les crises, étant vus comme temporaires, l'équilibre devrait se rétablir si on laissait le marché opérer.

Pour expliquer les déséquilibres persistants du marché il fallait aller au-delà, inventer un indicateur global. Il ne s'agissait pas d'estimer ce qui est à la disposition des hommes, ni même si la production satisfaisait ou pas leurs besoins, ou ce qui aurait été nécessaire pour le faire. La logique de construction de ce qui est devenu le PIB n'était pas celle-là. Il fallait juste se donner les moyens de mesurer le niveau global de l'économie, afin de savoir si l'équilibre était atteint sur les marchés. Et quand ce ne serait pas le cas, d'avoir des instruments qui, croyaient-ils, détermineraient ce qui manquait, comment y remédier, afin de guider l'action publique sur le plan économique.

Il n'est donc pas étonnant que le PIB reflète mal les réalités qui intéressent les classes populaires. Pour les économistes, ce qui importait surtout, c'était d'analyser la

demande, la demande solvable toujours, et de voir si elle serait capable d'absorber l'offre, la production. Il fallait mesurer leurs composantes et en établir les déterminants : consommation, investissement, etc. Cela imposait donc d'inventer des instruments pour compter ces paramètres, afin de tenter d'agir sur eux. C'est donc à cela qu'était destiné d'abord et avant tout le PIB : mesurer et agir, mesurer pour agir, disaient-ils.

Oui, mais « agir », « réguler l'économie », le pouvaient-ils, le peuvent-ils dans ce système où les possesseurs de capitaux font ce qu'ils veulent ? Pour établir une comptabilité nationale dont ils ressentaient désormais le besoin, les économistes des pays capitalistes n'ont pas hésité à reprendre certains concepts élaborés par le régime soviétique dans les années 1920, lorsque celui-ci cherchait à avoir une vue globale de l'économie afin de planifier les activités de la société pour satisfaire les besoins de la population. Un des premiers prix Nobel d'économie, Wassily Leontief, avait fait ses premières armes dans la Russie soviétique des années 1920 avant d'émigrer aux États-Unis. C'est de son expérience en URSS qu'il eut l'idée de sa matrice *input-output*, un grand tableau où il retraçait l'interdépendance des différentes branches de l'économie : qui achète à qui et qui vend à qui. L'Insee établit encore aujourd'hui ce même tableau, sous le nom de tableau entrée-sortie, le TES, qui permet à son tour d'élaborer le tableau économique d'ensemble, TEE, afin de calculer le PIB et les autres grands agrégats : investissement, consommation, etc. C'est à la même époque que l'Insee fut créé, en 1945, près de vingt

ans après la grande crise de 1929, pour succéder à des organismes statistiques d'avant-guerre, mais sur un registre étendu. Des organismes similaires apparurent au même moment dans les autres grands pays capitalistes.

Mais la différence est de taille : en Union soviétique, lorsque l'organisme centralisateur décidait de produire de l'électricité (puisque selon la formule de Lénine, le socialisme, ce sont « *les soviets plus l'électricité* »), il pouvait donner l'ordre à l'industrie du cuivre de produire des fils, calculer combien elle pouvait en produire avec les ressources de l'époque, qui devait l'utiliser, avec quel ordre de priorité, quelle région développer en premier, etc. Si les objectifs du plan ont changé ensuite avec la domination de la bureaucratie et la dictature stalinienne, du moins son fonctionnement a continué à s'opposer à l'économie capitaliste sur ce point. Car dans celle-ci, rien de semblable.

En réalité, même en temps de guerre, lorsque l'État réquisitionne l'industrie pour la faire travailler selon ses impératifs, les gouvernements négocient avec les industriels et sont forcés de payer ce qu'ils produisent au prix fort, sans contrôle réel sur la production. Alors, en temps de paix ! Prévoir ce qui va se passer, la société capitaliste en est incapable, car elle bute toujours sur la contradiction fondamentale repérée par les fondateurs du marxisme il y a plus de 150 ans : la contradiction entre le caractère collectif, social, de la production et le caractère privé de l'appropriation. Bien que la production soit destinée à l'ensemble de la société, ceux qui en décident sont ceux qui en récupèrent

le fruit, les capitalistes. Et ils ne décident de produire qu'en fonction de leurs intérêts.

C'est cela qui rend les prévisions économiques aussi fiables que celles de la météo. Car il y en a des prévisions et de savants modèles ! Leurs noms sont parfois poétiques, comme Fifi, le modèle de 1968 et son millier d'équations, ou Mascotte, le modèle actuel de la Banque de France, ou encore Mesange, élaboré en commun par Bercy (le ministère des Finances) et l'Insee, Opale, qui sert de base à l'élaboration de la loi de finances (le budget de l'État), Saphir pour les revenus, etc. Mais malgré l'aspect savant, le côté technique et sophistiqué de ces modèles, la fiabilité de leurs prévisions vaut celle de la météo : excellente à court terme, quelques heures pour la météo, trois mois pour l'économie. À cette échéance, les commandes sont passées, les revenus distribués, ce qui va arriver est déjà engagé. À moyen terme, 12 à 18 mois, c'est comme la météo à plus de 48 heures, les risques d'erreurs sont plus importants. Et à long terme, c'est la météo à plus de huit jours : un article d'une revue spécialisée revenant sur les prévisions montrait rétrospectivement que l'ensemble des instituts avaient été incapables de prévoir les grands retournements du passé : le début de la crise en 1973, le second choc de 1979, les krachs boursiers des années 1980 ou les phases de reprise. Il est vrai que, selon le mot prêté à l'économiste Raymond Vernon, « *le bon économiste est celui qui sera capable d'expliquer l'année prochaine pourquoi ses prévisions de l'année dernière ne se sont pas réalisées cette année* ». Car malgré la profusion de modèles, et même si ceux-ci font progresser

la connaissance en donnant des instruments qui pourront servir demain dans une autre société, l'anarchie de l'économie capitaliste domine.

« Argent, trop cher, La vie n'a pas de prix » (Téléphone)

Ainsi chantait Jean-Louis Aubert en 1981. Mais à l'inverse, pour la comptabilité nationale qui établit le PIB, ce qui importe, c'est ce qui a un prix, car elle ne mesure que ce qui passe sur le marché et qui peut donc se mesurer en argent. Mais avant d'entrer dans la définition et les codes qui président à la mesure du PIB, on peut se demander si la démarche est juste, si tout peut être mesuré, si tout a un prix. Il semble que certaines choses n'en aient pas, comme la beauté, la nature, un coucher de soleil ou « la vie » comme dit la chanson.

Eh bien si, pour cette pensée économique dominante, tout peut être richesse et tout peut se mesurer. Ainsi une vieille publicité pour une agence de voyages montrait un coucher de soleil, avec un slogan imitant les opérateurs téléphoniques de l'époque : « Et dire que ce coucher de soleil vaut 5 centimes la minute. » Plaisanterie absurde ? Les économistes sont capables de prendre le slogan au premier degré. Quel prix pour contempler un coucher de soleil au pied de sa barre d'HLM ? Celui d'un loyer, 1 centime d'euro la minute (sur la base d'un loyer à 400 € en logement social divisé par 30 jours de 24 heures de 60 minutes). Quel prix pour contempler le même soleil se couchant sur la mer des Caraïbes ? Ce serait 5 à 7 centimes d'euro la minute (un

voyage à 2 000 ou 3 000 euros tout compris pour 15 jours) ; et pour protéger la nature du passage d'une autoroute, le prix peut se compter en milliards : travaux pour détourner l'autoroute, temps perdu, essence supplémentaire dépensée par les automobilistes, etc.

Cet exemple peut sembler ridicule, mais des calculs similaires sont menés par des économistes très sérieux. Ainsi, durant la pandémie du Covid-19, l'économiste Patrick Artus a noté que le confinement de mars 2020 avait permis de sauver environ 20 000 vies par mois, mais fait chuter l'activité de 10 %. Il a alors calculé le coût moyen de chaque vie épargnée, en divisant les pertes économiques par le nombre de vies sauvées. Un coût estimé à environ 6 millions d'euros : « *Ça fait très cher la vie* », résume-t-il. Trop cher sans doute à ses yeux, car les économistes calculent qu'un travailleur ne produit qu'un million d'euros de richesse au long de sa carrière, sur la base du salaire moyen, 22 000 euros par an.

« *La vie n'a pas de prix* » disait la chanson. Eh bien si, et c'est même la base des indemnisations en justice. Et à cette aune, la vie d'un pauvre du tiers-monde vaut moins que celle d'un habitant des pays riches : pour les victimes indiennes de la catastrophe de Bhopal par exemple, l'explosion d'une usine et une grave pollution chimique, le trust Union Carbide a déboursé moins de 10 000 dollars par décès reconnu. Et encore, il n'a indemnisé qu'un dixième des victimes. De leur côté, les compagnies aériennes Air France et British Airways ont indemnisé toutes les familles de victimes du crash du Concorde de juillet 2000, et à

hauteur de plus d'un million de dollars chacun. Des calculs similaires servent à prendre des décisions d'aménagement du territoire, voire en matière de santé.

Humour d'économiste

Le prix Nobel d'économie Paul Romer aime raconter la blague suivante. Un pasteur, un médecin et un économiste jouent au golf et s'énervent derrière des golfeurs lents et maladroits. Comme ils vont se plaindre à la fin de leur parcours, le gérant leur dit qu'il s'agit de pompiers ayant perdu la vue en tentant de sauver le golf des flammes et que l'on laisse jouer gratuitement. Les trois amis sont un peu honteux, et le pasteur dit : « *C'est triste, je vais leur dédier une prière ce soir* ». Le médecin ajoute qu'il va faire un don à la recherche ophtalmologique. Quant à l'économiste, il dit « *Bon, mais alors, pourquoi ne jouent-ils pas la nuit ?* »

Paul Romer estime que cette blague est symptomatique. En écartant toute considération éthique et sur la base d'un raisonnement froid, l'économiste arrive parfois à des réponses auxquelles on n'aurait pas pensé, dit-il. Et encore, Romer fait-il partie de ceux qui mettent un peu d'humanité dans leurs calculs, montrant par exemple l'importance de l'éducation.

Comprendre la logique des économistes, comprendre les problèmes qu'ils se posaient en élaborant leurs instruments permet de comprendre comment fonctionne l'outil qu'ils ont élaboré.

Comment ils comptent

La richesse telle qu'évaluée par les statistiques officielles est donc restreinte au résultat de l'activité marchande. C'est ce qui a été produit par l'appareil économique, ce qui est destiné à la vente ou a été produit avec son aide, en utilisant des biens et services marchands.

Le PIB doit donc compter de façon synthétique des biens et services de toute sorte. Tout ce qui peut être échangé est « richesse ». On regarde donc ce qui se passe sur le marché, sans se demander ce qui est le plus utile, ni même, ainsi qu'on le verra, ce qui arrive vraiment dans l'assiette des individus.

Pour compter la production, l'Insee et la comptabilité utilisent le concept de valeur ajoutée. Le terme est familier à nos oreilles, puisque c'est le même qui sert de base au calcul de la TVA, la taxe sur la valeur ajoutée. L'Insee fait la somme de toutes ces valeurs ajoutées pour déterminer le PIB. C'est la définition du PIB, dans son acception la plus simple.

PIB signifie produit intérieur brut. Le mot « produit » signifie qu'on retrace l'activité économique durant une année ; « intérieur », qu'il ne s'agit que de celle du pays, sans parler de ce qui vient de l'étranger, des importations ; et « brut » veut dire que c'est ce qui sort des entreprises, ce qui a été créé, sans se poser la question du capital usé pour cela. Techniquement, le PIB est d'abord la somme des valeurs ajoutées.

Pour trouver cette valeur ajoutée, la comptabilité retrace la différence entre ce que l'entreprise a vendu (le chiffre

d'affaires, c'est-à-dire le total des ventes), et ce qu'elle a acheté à ses fournisseurs. La production nationale n'est alors que la somme de toutes ces valeurs ajoutées. L'adjectif « brut » signifie donc que dans ces chiffres transmis à l'Insee, l'entreprise ne déduit pas les « amortissements », terme comptable qui désigne le capital usé dans la production. Ceux-ci seront déduits des comptes, mais dans un second temps.

Un exemple de calcul simplifié de valeur ajoutée

Une entreprise vend des produits, peu importe qu'il s'agisse de calculettes ou de hamburgers, pour une valeur de 8 euros l'unité. S'il s'agit de hamburgers et si elle a acheté à ses fournisseurs pour 3 euros de produits divers afin de les confectionner, la valeur qu'elle a « ajoutée » à la matière première sera alors de 5 euros (8 moins 3). On a supposé que les pommes de terre, la viande, les cornichons, les graines de sésame, le pain, l'huile, les condiments, le sucre, le coca et l'eau valaient 3 euros. Si le hamburger est vendu dans un menu à 8 euros, la comptabilité considère que le fast-food a ajouté 5 euros de valeur aux produits.

Les produits transformés valent davantage que les produits bruts : la viande cuite et assaisonnée vaut plus cher que la viande crue, la viande découpée par le boucher, amenée près de chez soi vaut plus cher que la carcasse à l'abattoir et la carcasse elle-même davantage que le bœuf sur pied. S'il n'en est pas convaincu, le client a toujours la possibilité d'essayer de transformer lui-même ce bœuf sur pied en steak haché !

Au niveau global et au niveau individuel

La valeur ajoutée est une notion qui semble logique au niveau global. Au niveau de l'entreprise individuelle, il n'en va pas toujours de même. Ainsi, les grands groupes sont passés maîtres dans ces montages financiers compliqués, grâce auxquels ils achètent ou vendent leurs produits à des filiales situées opportunément dans des paradis fiscaux. Gonfler la valeur qu'a ajoutée l'un et diminuer celle qu'a ajoutée l'autre, jouer sur les frais et les transferts est une façon de dissimuler leurs bénéfices, et d'échapper à l'impôt. Le cas des Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) est bien connu, mais ce n'est pas pour rien que de grandes sociétés industrielles comme Renault, PSA, etc. ou de grandes banques ont elles aussi ouvert des filiales dans des paradis fiscaux.

Double sandwich néerlandais

Le magazine *Capital* rapporte : *« Le géant américain Google aurait déplacé en 2017 près de 20 milliards d'euros vers le paradis fiscal des Bermudes en passant par une société écran basée aux Pays-Bas. En pratique, la filiale du groupe aux Pays-Bas serait utilisée par Google pour faire transiter ses bénéfices issus de redevances générées en dehors des États-Unis vers Google Ireland Holdings, une filiale basée aux Bermudes, où les entreprises ne paient pas d'impôt sur les bénéfices. Ce montage financier est légal et permet à Google d'échapper au paiement de l'impôt aux États-Unis ou en Europe sur ses bénéfices, qui représentent l'essentiel de ce que le géant technologique gagne à l'étranger. »*

Ainsi, à chaque fois que par exemple Google gagne un million en France, il suffit de mentionner dans ses comptes que Google France a payé 950 000 € de droits d'usage, conseils, frais divers à une société Google des Pays-Bas. La France ne taxera donc plus que 50 000 €. La société hollandaise payant selon le même système une autre société basée aux îles Bermudes, un paradis fiscal, c'est-à-dire un endroit où on ne paye pas d'impôts, celle-ci ne payera alors rien sur les 950 000 € de bénéfices ainsi récupérés en échange de prestations fictives. Mais il y a une morale, car le journal conclut : *« Le sandwich ne sera plus mangé longtemps par Google, l'Irlande a mis un terme à cet arrangement en 2014, sous la pression commune de l'Europe et des États-Unis. »* Depuis, Google n'est pas mort de faim et a trouvé à manger un autre sandwich, ainsi qu'en atteste l'évolution de la valeur de son action : après avoir dépassé les 1 000 $ en octobre 2017, elle valait plus de 2 800 $, près du triple, à la fin de l'année 2021.

Les rapports de force entre entreprises, tout au long de la chaîne de production, peuvent dissimuler eux aussi la réalité. Prenons l'exemple du litre de lait, payé autour d'un euro par le consommateur. Au départ, dans le pis de la vache, le lait ne vaut rien d'un point de vue comptable, car celle-ci aurait été bien en peine de le vendre. Entre la vache et le liquide stérilisé, mis dans une brique ou en bouteille plastique, transporté près du consommateur, la valeur du lait a donc augmenté d'un euro. Autrement dit, l'ensemble de la chaîne de production et de distribution a ajouté un euro à la valeur de ce lait. Mais quand ce lait n'a été payé à l'agriculteur que 25 à 30 centimes le litre, cela signifie-t-il

que l'agriculteur n'avait ajouté que 30 centimes à la valeur du lait ? Lorsque les éleveurs manifestent, ils montrent souvent que les coûts de production du lait (élever la vache, la nourrir, la soigner, la traire, stocker le lait, etc.) se montent à plus que les 25 ou 30 centimes qu'on leur paye. Ce prix reflète plutôt les rapports de force entre grandes coopératives et petits producteurs. Peu importe aux yeux de la comptabilité puisque, tant que le lait est vendu 1 euro, qu'il ait été payé 20 centimes ou 40 centimes au producteur, la valeur ajoutée totale ne change pas et reste la même : un euro.

Notons aussi qu'avec cette façon de comptabiliser, tout ce qui s'achète et se vend acquiert de ce fait une valeur, indépendamment de son utilité. L'activité de la reine d'Angleterre augmente ainsi le PIB de son pays. Elle a embauché du personnel pour lui servir son five o'clock tea, son thé de cinq heures, et lui fabriquer ses chapeaux, activités dont l'utilité sociale est discutable. Mais au-delà de l'anecdote, où est réellement l'accroissement de richesse de la collectivité lorsqu'un groupe financier achète des biens immobiliers et se contente de les revendre sans les améliorer en quoi que ce soit ? Et ne parlons même pas de ces industriels qui créent des armements sophistiqués, armements qu'on préférerait ne jamais voir utilisés !

La comptabilité capitaliste parle donc de valeur ajoutée, même quand certaines entreprises n'ajoutent pas grand-chose d'utile. La définition du PIB en tant que somme des valeurs ajoutées creuse donc d'emblée un écart entre ce que le public croit qu'il mesure et ce qui est mesuré.

Ce qui n'est pas vendu compte aussi

Puisque le PIB ne s'occupe que de ce qui est vendu, il semblerait qu'une partie de l'activité du pays, comme les secours du Samu, l'école, ou même les séjours en prison, lui échappe. N'étant pas vendus à ceux qui en bénéficient, ne seraient-ils pas comptabilisés ? Ils ont pourtant coûté du travail, mobilisé des moyens, créé des biens et services utiles, indispensables souvent. Si le secteur public ne les avait pas assurés, des entreprises privées auraient dû s'en charger. Si cette production n'est pas marchande, elle n'est pas gratuite pour autant. Elle a coûté à produire, a fourni un service à l'utilisateur, et le bénéficiaire est parfois amené à en payer une partie. Si l'activité avait été privatisée, il aurait même dû la payer intégralement. Mais qu'il ait payé ou non, en totalité ou en partie, il faut les compter dans le PIB, et l'Insee le fait. Cette partie de l'activité économique, c'est le secteur non marchand, en gros, celui des administrations : la règle adoptée par la comptabilité veut qu'on désigne ainsi les productions dont l'utilisateur paye moins de la moitié de leur coût réel (voire rien du tout).

Comment compter alors ce qu'on ne paye pas ou pas totalement, la santé, l'éducation, la sécurité, l'administration ou les biens culturels ? Puisque les activités de ce secteur non marchand ont été produites « à partir de facteurs de production s'échangeant sur le marché », l'Insee totalise la valeur de ceux-ci, pour estimer la production du secteur. Une heure de cours dans un collège ou un lycée public a nécessité des services payants : un salaire a été versé aux enseignants, au personnel de l'établissement, aux employés

du rectorat et au ministre lui-même, ainsi qu'à ceux qui ont construit les bâtiments. Au passage, notons que si des dessous-de-table ont été versés ou des fausses factures établies, elles seront enregistrées dans le PIB comme des vraies. Le raisonnement consiste alors à dire que si cette production, ici cette heure de cours, avait été vendue, son prix aurait au moins couvert tous ces frais.

De ce fait, toute augmentation des dépenses du secteur non marchand fait automatiquement augmenter le PIB. Voilà donc un argument pour les travailleurs : doublez les salaires des soignants, et la valeur ajoutée créée par les hôpitaux augmentera d'autant ! En plaisantant, on pourrait même dire que l'augmentation de leurs salaires soutiendrait la croissance.

Retenons donc que le PIB compte non seulement toutes les productions marchandes, mais qu'il estime les productions non vendues, celles des administrations, au prix de ce qu'elles ont coûté à produire.

Des additions qui tombent toujours juste

L'Insee calcule alors le PIB, et de trois façons différentes. Les valeurs ajoutées sont transmises par les entreprises, ainsi que cela a été dit. C'est assez facile, elles savent ce qu'elles ont encaissé d'un côté, ce qu'elles ont payé à leurs fournisseurs de l'autre. La totalisation de toutes ces valeurs ajoutées et de la production du secteur non marchand permet d'obtenir une première détermination du PIB. On y ajoute la TVA et les droits de douane car, même si les entreprises comptent leur production hors taxe, celle-ci est

payée par le consommateur. Or cet argent ne tombe pas du ciel et ne sort pas du néant. Le produit de la TVA a forcément été produit quelque part, et celle-ci est considérée par l'Insee comme étant issue de la production des entreprises. Le PIB se définit alors comme la somme des valeurs ajoutées du secteur marchand et non marchand, plus la TVA et les droits de douane.

Mais ce que les entreprises ont produit d'un côté (les biens et services) a été acheté à l'autre bout, par d'autres entreprises ou par des particuliers. La somme des consommations des ménages, des investissements des entreprises et des administrations est donc forcément égale à ce qui a été vendu par les entreprises. Il faut bien entendu tenir compte des échanges extérieurs, car une partie de la production a été vendue à l'étranger : ce sont les exportations. Et en sens inverse, une partie de la consommation ou des investissements ont été satisfaits par des entreprises situées hors du territoire : ce sont les importations. L'Insee obtient ainsi un deuxième chiffre, un autre total, qui est lui aussi le PIB.

On en a même un troisième ! Car les revenus des particuliers et des entreprises ne sortent pas de rien : on ne peut se répartir que ce que l'on a créé et ils sont nécessairement issus de l'appareil productif. La somme des revenus, salaires, dividendes, etc. doit être égale elle aussi à la somme de ce qui a été produit. Et voilà un troisième total permettant de déterminer ce même PIB.

On se doute qu'avec trois façons de compter, trois façons de faire la somme, le total ne peut être le même, et que ces

additions ne tombent jamais juste. Il manque toujours des éléments, il y a des décalages dans la transmission des comptes, bref, même si l'Insee établit des tableaux qui présentent exactement le même total, dans les trois modes de calcul, une ligne « erreurs et omissions » permet d'arranger bien des choses. Comme le disait cyniquement le libéral Alfred Sauvy, « *dans toute statistique, l'inexactitude du nombre est compensée par la précision des décimales* ». Cela ne l'a d'ailleurs pas empêché d'en produire lui-même, en tant que fondateur de l'Ined, l'équivalent de l'Insee pour la démographie.

Relatif et absolu

Et la croissance, cette obsession des gouvernements, où est-elle ? La croissance s'exprime par un taux, qui est simplement le taux d'accroissement du PIB entre deux dates. Si le PIB valait 100 et qu'il est passé à 110 à la fin de l'année, on dira que la croissance est de 10 %. La croissance de la France d'aujourd'hui est ainsi comparée à celle de l'an passé, des États-Unis ou de l'Allemagne.

La signification de cette croissance sera examinée au chapitre suivant. Remarquons simplement que lorsque ces taux s'appliquent à de petits chiffres, ou succèdent à des reculs, ils ne veulent plus dire grand-chose. Ainsi, un taux de croissance de 10 % pour un pays pauvre qui produit 100 signifie une augmentation de sa richesse de 10. Mais pour un pays qui produit 1 000, un petit taux de croissance de 2 % signifie une augmentation de 20. L'écart absolu entre les deux continue donc à croître et ne parler que de taux

est trompeur. Si les taux de croissance de l'Allemagne des années 1950 ont été très forts, c'est que l'ensemble du pays avait été détruit par les bombardements alliés. Ce n'est évidemment pas une situation souhaitable.

Un exemple stupide (il faut dire qu'il a été donné par un responsable patronal…) l'illustrera. En janvier 2000, après les deux terribles tempêtes de décembre 1999, Denis Kessler, qui était vice-président du Medef, déclarait que la tempête produirait une augmentation de la croissance d'un demi-point. Était-ce une si bonne nouvelle ? Une tempête abat brutalement des arbres centenaires dans de grands parcs comme Versailles ou arrache les toitures. Le rachat de nouveaux arbres augmente certes les ventes des pépiniéristes et le secteur du bâtiment a du travail. Mais est-ce si positif ?

•••

Le PIB est donc en apparence une notion neutre, un simple enregistrement comptable. On voit qu'il n'en est rien et que les comptables nationaux ont choisi une manière bien particulière d'enregistrer les choses. Un glissement s'est opéré vers la signification du chiffre obtenu. Car si les gouvernements parlent tant de « la croissance » (celle du PIB), c'est qu'elle est supposée souhaitable, apporter bonheur et bien-être.

Qu'en est-il en réalité ?

CHAPITRE II

CE QUI COMPTE, C'EST SOUVENT CE QU'ILS NE COMPTENT PAS

Le PIB et les autres outils de la comptabilité nationale ont donc été élaborés dans une période de crise où les économistes tentaient de comprendre ce qui se passait sur le marché. Tel qu'il est, l'instrument, sans être parfait, est plus ou moins adapté à leurs buts malgré ses approximations. Le problème est que les gouvernements et les médias utilisent ces mêmes instruments pour mesurer la réussite d'une politique économique, voire le bien-être d'une population. Comme on le verra dans ce chapitre, cette assimilation est pour le moins approximative, pour ne pas dire trompeuse. De nombreuses critiques ont été émises et certains économistes, moins admiratifs devant le système sans être partisans de le renverser pour autant, ont tenté d'élaborer d'autres instruments. Le plus fréquemment cité parmi ceux-ci est l'IDH, l'indice de développement humain. Ces indicateurs ne corrigent cependant pas les défauts du PIB. Et surtout, en dépit des volumineux rapports et de ces savants calculs, les gouvernements ne les utilisent guère. Rien d'étonnant. Depuis quand « l'humain » serait-il le problème ou une préoccupation du capitalisme ? Et

bien que les calculs de ces économistes soient intéressants et apportent un autre éclairage, tenter de faire prendre en compte cette dimension est une tentative vaine.

Le PIB, une mesure trompeuse

Les problèmes commencent dès la définition, dès l'élaboration de ce concept de valeur ajoutée. Elle est censée mesurer ce que l'entreprise a ajouté collectivement par son travail aux produits bruts qu'elle a transformés. Il est indéniable que le produit transformé incorpore davantage de travail et vaut donc plus que le produit brut. C'est le terme « collectivement » qui est discutable et cache les choses. Il recouvre en effet, sous l'appellation de « travail collectif », celui des salariés, qui ont effectivement ajouté quelque chose, et celui que seraient censés avoir ajouté les actionnaires. Or les revenus de ces derniers sont plus un prélèvement sur le travail des précédents qu'un ajout à la valeur du bien. Bien sûr, que l'ouvrier soit bien payé ou mal rétribué, le total de ce qui a été ajouté à la valeur des matières premières ne changera pas. Au début du 19e siècle, les premiers économistes libéraux comme Ricardo savaient que *« ce qui a pu être payé comme salaire est de la plus haute importance pour la question des profits »*. Mais tout en défendant les profits, il affirmait que cela ne faisait pas varier le prix du produit. Marx le reconnaissait aussi, mais en tirait d'autres conclusions sur les profits, naturellement !

Au niveau de la société, le total, le PIB, correspond évidemment, du moins dans le périmètre mesuré, à la somme de ce que le travail humain a ajouté aux matières premières.

Mais cela ne dispense nullement de discuter de la contribution de chacun à la création de la valeur qui a été ajoutée, de savoir qui a ajouté quoi, et qui a prélevé au contraire, sans rien ajouter. Retracer ce circuit est d'ailleurs complexe, car une partie de cette création de valeur a été socialisée, prélevée et répartie par l'État et des organismes collectifs, puis redistribuée ou utilisée pour faire fonctionner la société. Marx remarquait dans sa *Critique du programme de Gotha* (1875) qu'« *il faut retrancher* [du produit du travail…] *ce qui est destiné à satisfaire les besoins de la communauté (écoles, installations sanitaires, etc.)* [ou…] *le fonds nécessaire à l'entretien de ceux qui sont incapables de travailler (l'assistance publique officielle)* ». On doit ajouter aujourd'hui devant la multiplication des aides, allégements de charges, dégrèvements fiscaux, que ces prélèvements sont souvent redistribués aussi aux capitalistes.

Le PIB, une mesure inexacte

Pour autant, la mesure est-elle exacte ? Le PIB ne compte évidemment que ce qui a été déclaré. Ce qui est dissimulé à l'administration, l'est donc à l'Insee. Et puisque la dissimulation existe, le montant du PIB est en partie faussé. De combien ? En France, d'après les travaux des statisticiens de la Commission européenne, la fourchette va de 4 % à 7 %, avec des résultats variables selon les années. La situation varie aussi selon les pays. On voit donc que raisonner sur des variations de croissance de 1 % ou 2 % est assez illusoire.

Comment estimer ce qui est dissimulé ? Le sociologue Jean-François Laé retrace dans son petit livre *Travailler au noir* les petits ou grands oublis qui vont, selon son expression, du « *petit gris* » au « *tout noir* ». Côté « *petit gris* », il y a des activités qui ne se cachent même pas, comme le baby-sitting, ou se cachent à peine, comme la garde d'enfants à domicile, des heures de ménage, des travaux de bricolage. L'Insee note de même : « *L'activité non déclarée d'un atelier clandestin, la rénovation d'un appartement "au noir", la contrebande ou le baby-sitting sont autant d'activités qui ont en commun le fait de se dérober à l'observation statistique, tout en participant à la création de richesse d'une économie et en donnant lieu à des paiements, puisque ce sont des activités marchandes : on parle tantôt d'économie souterraine, d'économie informelle, d'économie parallèle, tantôt d'économie de l'ombre ou d'économie non observée*[3] ».

Le CESU, chèque emploi service universel, simplifie les procédures administratives et donne une incitation fiscale à les déclarer. Il a permis de faire apparaître ces heures : le ministère du Travail estime ainsi que la part des services à domicile non déclarés est tombée de 50 % à 25 % entre 1996 et 2011, suite à la diffusion de ce CESU. Remarquons que de ce fait, lorsque les ménages ont rempli ces chèques au lieu de payer ces services en liquide sans rien déclarer, le PIB a augmenté automatiquement : ces heures ont été enregistrées

3 *L'évaluation de l'activité dissimulée des entreprises sur la base des contrôles fiscaux et son insertion dans les comptes nationaux*, Claudie Louvot-Runavot, Insee, document de travail.

alors qu'elles ne l'étaient pas auparavant. Pourtant, on n'a ni produit ni consommé quoi que ce soit de plus.

D'autres activités entrent dans la catégorie du travail au noir : les heures supplémentaires sont parfois elles aussi payées en espèces, ceux qui touchent des pourboires « oublient » de les déclarer. Et quand des artisans ou des entreprises travaillent « au noir », ils ne sont pas plus déclarés. Les institutions européennes ont été moquées lorsqu'elles ont demandé aux États d'estimer les revenus de la prostitution dans les pays où leurs statistiques ne le faisaient pas. Mais aussi dégradante que cette activité soit pour les femmes, il fallait l'intégrer dans le PIB pour calculer de façon homogène les fameux 3 % de Maastricht, le niveau de déficit maximum admissible pour les comptes publics des pays de la zone euro. Il en va de même d'activités criminelles, commerce de cigarettes de contrebande ou trafic de drogue. Ainsi, le jour où la drogue sera légalisée et le haschich vendu dans les bureaux de tabac comme les cigarettes, le PIB augmentera.

À elles seules cependant, la prostitution et la drogue sont estimées à moins de 1 % du PIB. Ce n'est donc qu'une faible partie de la dissimulation. Pourquoi les comptables tenaient-ils tant à estimer cette activité, comme de façon générale ce qui est appelé économie souterraine ? C'est que sinon, les comptes seraient déséquilibrés : les prostituées mangent aussi, elles (ou ils) font leurs courses au supermarché, payent leur loyer, et même un dealer qui se pavane en BMW paye son essence normalement. Tous ces échanges sont déclarés par la station-service ou le supermarché.

De l'argent apparaît donc d'un côté sans contrepartie de l'autre. Les additions ne tomberaient pas juste et pour des comptables, il faut alors en faire l'estimation.

L'Insee note encore dans le même texte qu'« *en ignorer l'existence conduirait à exclure des pans entiers de l'activité, ce qui fausserait les comparaisons internationales. Selon une enquête de l'Organisation des nations unies (ONU), au début des années 2000, la part de l'économie non observée dans le PIB aurait atteint les 30 % au Kazakhstan, en Russie elle aurait avoisiné les 25 %, en Italie, en Pologne, en Lettonie, elle serait de l'ordre de 15 %, au Brésil de 13 %, en République tchèque de 9 % alors qu'on l'estime à 3 % en France et à moins encore dans les pays d'Europe du Nord* ».

Or, le niveau du PIB intervient dans le calcul du niveau de déficit et de la dette publique, etc., ou de la contribution au financement de l'Union européenne, calculé en pourcentage du PIB. Le total de l'activité dissimulée est « *comparable à celle de branches comme l'agriculture ou l'énergie* ».

La dissimulation ne concerne guère les salariés, qui ont peu de possibilités de frauder[4]. Au contraire, pour les patrons, son ampleur irait, selon un rapport déjà ancien, de 10 % (bâtiment) à 25 % (cafés, hôtels restauration)[5]. Des estimations plus récentes confirment que la dissimulation se concentre dans quelques branches et qu'elle est plus forte dans les petites entreprises que dans les grandes. Ces

4 Moins d'un salarié sur 20 d'après le Conseil d'orientation pour l'emploi, un organisme relié au Premier ministre, « Le travail non déclaré » , février 2019.

5 Jean-Charles Willard, « L'économie souterraine dans les comptes nationaux », Économie et statistique n° 226, 1989, p. 36-37 et suivantes.

dernières recourent à d'autres artifices, comme le transfert de leurs bénéfices dans des paradis fiscaux. Globalement, ces estimations[6] situent la France dans la moyenne européenne : le volume dissimulé y serait supérieur à 3 % du PIB d'après l'Insee (de l'ordre de 55 milliards d'euros), moins qu'en l'Italie ou en Grèce, guère supérieur à celui des pays d'Europe du Nord et comparable à celui de l'Allemagne.

Devant ces approximations, estimations et reconstitutions, on peut douter de la précision de la mesure du PIB. Comme le dit de façon amusante l'économiste Marc Penin[7], « *l'élaboration des comptes nationaux consiste à transformer un ensemble très hétéroclite d'estimations de base en un ensemble cohérent d'évaluations, au terme d'une cuisine extraordinairement complexe et dont seuls certains ingrédients apparaissent à la lecture des explications méthodologiques sous des appellations plus ou moins poétiques telles que correction de champ ou de définition, ajustement, contrôle des agrégations, calage des séries, arbitrage, mise en cohérence, soufflage des résultats, projection des niveaux* ».

Histoire d'en rajouter, signalons que le chiffre du PIB n'est définitif que trois années après l'année considérée. Cela dit, si dans l'immédiat après-guerre l'erreur était forte, de nos jours la correction est faible : ainsi, en 2015, la croissance a été en réalité de 1,1 % au lieu du 1,3 % annoncé en fin d'année, alors qu'en 2017 la rectification l'a augmentée

6 Estimations reprises dans le rapport cité du COE de février 2019.

7 Archambault et Arkhipoff, « Que peut-on dire de la précision des comptes nationaux », dans *Études de comptabilité nationale,* Economica, 1986, p. 83-84 et tableau p. 100-101.

au contraire de 0,1 point. Quand les gouvernements ou les commentateurs glosent sur des chiffres de croissance donnés à la décimale près, comme on vient de le voir, ces chiffres ne sont qu'approximatifs.

Cependant, et au-delà de l'illusoire exactitude comptable, ces chiffres ne disent pas toujours ce qu'ils semblent vouloir dire.

Ça compte ou ça ne compte pas ?

Puisque le PIB ne compte que l'activité marchande, ce qui est réalisé au domicile et qui ne passe pas par le marché n'est pas comptabilisé. Faire son lit, préparer ses repas, ranger sa chambre, étudier, tout cela demande pourtant un certain travail. Mais la production prise en compte dans l'optique économique, c'est la production pour les autres, une production dictée par la division sociale du travail. On pourrait donc objecter qu'une partie de ce travail domestique est accomplie pour les autres ; et que le travail consacré, par les femmes en majorité, à s'occuper des enfants, de leur compagnon, de leur intérieur, est considérable. Si négliger le temps passé à s'habiller soi-même, ou faire sa toilette, a peu d'incidence économique, il n'en va pas de même pour le ménage et les soins du foyer. La prise en compte des soins du ménage, l'éducation des enfants, l'entretien du foyer, réalisés aux quatre cinquièmes par les femmes, augmenterait le PIB d'un tiers ou même des deux tiers selon le mode de valorisation. Mais encore une fois, cela n'entre pas dans le champ de l'économie et ne pose d'ailleurs pas de problèmes à ceux qui ont conçu l'instrument. Plus que

du machisme, il s'agit plutôt d'indifférence. Ce qui compte, encore une fois, ce n'est pas de savoir comment vivent les gens, comment ils produisent ce qui est nécessaire à leur existence, mais de savoir quelle est la production des entreprises, afin de vérifier qu'elle va trouver acheteur.

Tout n'est cependant pas négligé dans le travail domestique : le produit des jardins potagers est réintégré dans le PIB, à partir d'enquêtes. Pour le reste de la production, négliger l'autoconsommation est jugé de peu d'importance dans les pays développés : après tout, la production est suffisamment divisée et spécialisée pour que cette production soit négligeable. L'éleveur de vaches laitières n'achète sans doute pas son lait au supermarché et se sert directement au pis des vaches. Mais pour le reste, en général, il ne fait plus son beurre ni son fromage lui-même.

Or dans des pays du tiers-monde, cette façon de comptabiliser élimine aussi des paysans qui vivent en dehors du marché. Ils sont parfois en autoproduction, ce qui veut dire qu'ils n'achètent pas grand-chose au marché et lui vendent tout aussi peu. La production de ces paysans, ce qui va de leur champ à leur assiette, n'est donc pas comptabilisée. Mais que, sous l'influence d'experts du FMI, de la Banque mondiale ou de firmes multinationales, ces paysans se transforment en producteurs de cultures d'exportation, haricots verts, arachide, sucre ou café, et la production marchande augmentera. Le PIB s'élèvera et, en apparence, le pays connaîtra des taux de croissance importants, même si le niveau de vie de ces paysans se dégrade. La croissance de pays pauvres peut donc être factice et ne résulter que de

l'ouverture des villages au marché, du fait que les échanges marchands progressent. Des enquêtes et estimations permettent parfois de corriger cet effet.

Dans les pays développés eux-mêmes, les choses évoluent parfois. Si Moulinex n'a pas « libéré la femme » comme le promettait le slogan publicitaire des années 1950, la machine à laver a fait disparaître les lavandières d'antan. Puis, dans les années 1980, l'exiguïté des logements et l'augmentation du nombre de personnes seules ont favorisé le développement des laveries automatiques. Si l'Insee avait existé à l'époque, les lavandières auraient relevé du secteur marchand et Gervaise, l'héroïne de *L'Assommoir* de Zola, aurait été comptée dans le PIB. Les heures passées dans la période suivante à laver et repasser son linge à la maison, elles, ne le sont pas. Mais que l'on porte désormais son linge à la laverie automatique, et l'activité lessive réapparaît à nouveau dans le PIB.

Selon donc les périodes et la façon qu'ont les gens de satisfaire leurs besoins, par le marché ou par eux-mêmes, le PIB peut ainsi augmenter ou diminuer sans que le niveau de bien-être de la population change d'un iota. Qui de nos jours coud encore ses vêtements ou tricote ses pulls, depuis le développement du prêt à porter ? Voilà donc le PIB qui augmente. À l'inverse, l'achat de meubles en pièces détachées a dû faire baisser les achats d'armoires et de lits chez les marchands de meubles. Ces mouvements divers sont résumés par cette plaisanterie célèbre (et sexiste) qui veut que, si Adam Smith avait épousé sa gouvernante, il aurait fait baisser le PIB !

On peut signaler encore une bizarrerie de l'Insee : l'institut considère que les ménages qui possèdent leur logement bénéficient d'un revenu supplémentaire égal au loyer d'un logment équivalent. Ainsi que nous le verrons en parlant des prix, la correction est utile pour comparer les niveaux de vie, entre un propriétaire et un locataire. Mais ce choix fait augmenter le PIB d'autant, de façon artificielle.

Le PIB ne prend donc pas en compte le travail domestique, ce qui donne une image déformée de la richesse créée dans le pays, rendant invisible le travail des femmes dites « inactives ». Inversement, le passage de la sphère domestique à ce qui relève du marchand, ce qui est acheté, gonfle parfois artificiellement le PIB, sans que la masse de biens et services mis à la disposition de la population, son niveau de bien-être, aient varié. Et si le travail dissimulé est reconstitué, cela n'est qu'une approximation. Même en restant sur le plan de l'activité économique, la mesure réalisée par le PIB est donc en partie inexacte, entachée d'une marge d'erreur.

Quantitatif et qualitatif

Si l'exactitude des comptes est assez illusoire, comme on vient de le voir, plus fondamentalement, c'est l'assimilation de la croissance au bien-être, le lien automatique fait entre augmentation du PIB, hausse du niveau de vie et qualité de vie des populations qui est un raccourci trompeur. Car le PIB compte toutes les activités de façon positive, alors que certaines devraient être comptées de façon négative, si cela était possible. Il a été dit que la légalisation des drogues

dites douces ferait augmenter le PIB, puisqu'elles seraient alors vendues légalement et déclarées. Leur consommation ne deviendrait pas positive pour autant. Va-t-on se désoler qu'en sens inverse la consommation d'alcool et de tabac baisse, au prétexte que cela ferait baisser le PIB ?

Plus généralement, les emprunts faits à la nature, ou les dégâts qu'elle subit, ne sont pas comptabilisés dans le PIB, ni en positif ni en négatif. Pour les premiers économistes au 18e siècle, seul le travail dépensé pour arracher les biens à la nature est susceptible de donner une valeur aux biens. Pour ceux qui leur ont succédé et sont à la base des concepts enseignés aujourd'hui, c'est la rareté qui confère une valeur échangeable aux biens. Mais cela ne change rien et l'air que nous respirons, l'eau des océans ou des rivières sont censés être illimités. Pour les économistes, le pétrole, les minerais, les ressources naturelles sont donc donnés pour rien. Leur prix sur le marché est déterminé par les coûts d'extraction, mais aussi la rente issue du pouvoir de monopole que détiennent ceux qui possèdent les mines, les champs de pétrole, les licences d'exploitation. Or ces ressources ne sont pas illimitées car elles ne sont pas inépuisables. Les paysages du Nord ou des régions minières en témoignent, les dégâts infligés à l'environnement peuvent rester, bien après la fin de l'exploitation par des sociétés privées. Sur la base de ces mêmes concepts, d'autres économistes montrent que le respect de la nature, les mesures de prévention coûteraient moins cher, si l'on en intégrait les conséquences en termes de santé, de dégradation de l'environnement, mesurables selon les critères économiques usuels, tels que la

baisse du prix des terrains, des logements, l'augmentation des dépenses médicales, etc.

Le problème est que ceux qui polluent ne sont pas ceux qui gèrent ces terrains ensuite. Une fois l'exploitation terminée, les entreprises disparaissent. Elles ont souvent fait faillite et se sont déclarées insolvables, même si elles ont enrichi auparavant des générations d'actionnaires. Entretemps, ceux-ci ont mis leurs capitaux ailleurs, et dans cette société qui privilégie le court terme et l'individualisme, les profits sont privés et les coûts sont supportés par le public. Le principe « pollueur-payeur » censé faire peser le poids des réparations sur celui qui est la cause des dégâts est le plus souvent impossible à appliquer.

La façon de calculer le PIB, en valorisant l'activité immédiate, celle de l'année en cours, sans prendre en compte les dégâts à plus long terme reflète cette irresponsabilité capitaliste. Les profits des cigarettiers comme Philip Morris sont comptés positivement dans le PIB, quand bien même ils se traduisent par une augmentation des cancers, générant des dépenses de santé, un raccourcissement de la vie des fumeurs, ce qui est mesurable en termes économiques par un manque de consommation, des années de vie en moins, toutes choses que les économistes savent mesurer et calculer. Ceux-ci pourraient même dire en plaisantant que la pollution ne serait pas si mauvaise, puisqu'elle peut faire augmenter le PIB : ramasser les déchets des épaves pétrolières est compté aussi positivement, tout comme les réparations de la tempête de 1999. Polluer et dépolluer, c'est toujours du travail. Comme l'écrit l'économiste Édith

Archambault : « *Le produit national brut comporte des flux qui n'apportent aucune contribution positive au bien-être et néglige des flux qui réduisent le bien-être. Les prélèvements sur la nature, la destruction des sites, la pollution de l'air et de l'eau, etc., ne sont pas comptabilisés négativement, la nature étant censée être gratuite. Par contre, les dépenses antipollution sont valorisées positivement et augmentent le produit national brut*[8]. »

Une autre plaisanterie d'économistes dit que si l'on bétonnait la Seine pour en faire une autoroute à péage, le PIB augmenterait. Cela revient à se demander si plus, c'est forcément mieux. Il y a une ambiguïté permanente dans l'augmentation de la production : que signifie l'augmentation de la circulation automobile ? Davantage de vacances, de rencontres avec ses amis, ou l'éloignement de la population laborieuse par rapport à son lieu d'activité, et la carence des transports en commun ? L'augmentation des consommations médicales est-elle le signe que l'ensemble de la population se soigne mieux ou, à l'inverse, que la santé, et en particulier celle des classes populaires, s'est dégradée à cause du travail, du mode de vie, des affections respiratoires dues à la pollution, du stress, etc. ?

Le PIB n'est donc pas le meilleur indicateur pour mesurer le bien-être d'une nation. D'autres ont été élaborés. Mais sont-ils plus fiables ?

8 Édith Archambault, *Comptabilité nationale*, 5e édition, Economica, 1994, p. 141-142.

Un meilleur indicateur ?

L'indicateur «alternatif» le plus diffusé, l'IDH, indice de développement humain, a été inventé à la fin des années 1960 par des économistes critiques du système, comme Amartya Sen, qui a reçu le prix Nobel pour ce travail. La démarche est ambitieuse. Le rapport 2009 du PNUD, le programme des Nations unies qui calcule cet indicateur, proclame ainsi : « *Le concept de développement humain est nettement plus profond et plus riche que n'importe quel indicateur composite ou même une série détaillée d'indicateurs statistiques.* » Mais ne remettant pas en cause le mode de calcul du PIB, il se contente de lui ajouter certains facteurs qualitatifs, qui réduisent les besoins humains fondamentaux au strict minimum : vivre, s'éduquer et avoir un revenu suffisant.

L'existence d'un être humain ne peut évidemment pas se résumer à vivre vieux, aller à l'école et avoir de l'argent. Et les promoteurs de l'indicateur étaient bien conscients de ces limites. Mais ils ont privilégié le fait de disposer d'un instrument simple et maniable, calculable même dans des pays pauvres, sans appareil statistique développé.

Le premier élément de l'indicateur est l'espérance de vie à la naissance, une grandeur très sensible à la mortalité infantile. Toute amélioration de l'état sanitaire d'une population se reflète dans cet indicateur, même si le fait de ne pas mourir ne dit pas dans quel état sanitaire vit la population, les maladies, carences, etc., qui l'affectent et dégradent la qualité de sa vie sans être mortelles pour autant.

« *Après le pain, l'éducation est le premier besoin du peuple.* » La phrase est gravée sur le socle de la statue de Danton à Paris. L'IDH place l'éducation sur un pied d'égalité avec « le pain ». Elle est mesurée par un indicateur d'effort, le nombre d'années d'études suivies par un individu et un indicateur de résultat, comme le taux d'analphabétisme du pays. Le raisonnement ne s'éloigne pas de l'économie puisque les économistes ont montré qu'un lien existe entre le niveau d'éducation et le niveau de performances économiques d'un pays.

Le niveau de richesse, enfin, est mesuré par le PIB. Les critiques portées à l'encontre de celui-ci peuvent être reprises vis-à-vis de l'IDH, atténuées par la prise en compte des deux autres facteurs. S'il est estimé en dollars, ce ne sont pas des dollars convertis au taux de change local. Ils sont calculés par la Banque mondiale en « parité de pouvoir d'achat », un taux de conversion théorique des différentes devises tel que le pouvoir d'achat d'un dollar soit le même dans deux pays différents.

Mais même avec ce correctif, tous les dollars ne se valent pas : passer d'un revenu de 1 000 $ à 2 000 $ induit une différence plus forte que de passer d'un revenu de 11 000 $ à 12 000 $ et *a fortiori* de 41 000 à 42 000. C'est pourquoi l'IDH n'est pas calculé en proportion du PIB, mais de son logarithme, qui fait que plus la valeur du PIB est grande, moins la différence est importante. Ainsi, passer de 1 000 à 2 000 dollars aura le même impact que de passer de 10 000 à 20 000 (et non de 10 000 à 11 000) ou de 40 000 à 80 000.

L'IDH fait alors la moyenne de ces trois indicateurs. Par construction, leur valeur, comme celle de l'IDH lui-même, est toujours comprise entre 0 et 1 : 0 pour celui qui a le plus faible résultat, 1 pour le pays qui a le meilleur. Aucun pays n'étant ni le plus mauvais, ni le meilleur dans les trois indicateurs à la fois, l'IDH variait en 2018 de 0,377 (Niger) à 0,954 (Norvège).

Si imparfait soit-il, le passage du PIB à l'IDH produit des résultats significatifs. Au classement de 2018, le Luxembourg, premier pays en termes de PIB par tête, rétrograde à la 21e place. Sa richesse (en partie artificielle et bancaire) est en effet produite pour moitié par des frontaliers, tandis que son PIB n'est divisé qu'entre les seuls Luxembourgeois. C'est la Norvège qui occupe le premier rang, gagnant sept places tandis que la France en gagne une, les États-Unis à l'inverse en perdant six, à cause de leur mauvais système de santé. Le recul des pays pétroliers est spectaculaire : le Koweït recule de 37 places et les Émirats arabes unis de 28. Les changements sont aussi marqués dans le bas du classement : des pays comme le Sénégal ou la Côte d'Ivoire, dont les PIB sont gonflés par des cultures d'exportation, perdent respectivement 9 et 23 places et l'Angola, si riche en ressources minières, en perd 22. À l'inverse, Cuba ou certains pays de l'ex-bloc soviétique gagnent des places car la santé et l'éducation n'y sont ou n'y étaient pas négligées.

Tout cela dit, l'IDH est surtout présent dans les manuels d'économie des lycéens et dans les épais rapports de l'ONU. Les gouvernements ne s'en servent pas, alors qu'ils le pourraient afin de se donner des objectifs mesurables

pour améliorer le sort de leur population. D'autant que sur le modèle de l'IDH ont été élaborés des indicateurs plus raffinés, un indicateur de pauvreté humaine ou un indicateur « sexospécifique », mettant l'accent sur la situation des femmes. Les journalistes en parlent de temps en temps, mais l'obsession de la croissance revient vite. Les rapports s'empilent, tombent dans l'oubli et prennent la poussière. Après tout, ils ont rempli leur rôle : donner bonne conscience aux irresponsables qui gouvernent ce monde.

•••

Face à cette accumulation de critiques, il peut sembler étonnant que le PIB soit encore autant utilisé. Le fait de disposer d'un indicateur simple, universel, admis par tous les responsables, décourage sans doute la recherche d'indicateurs reflétant mieux ce que vivent les couches populaires. Mais de toute façon, comme on l'a vu, ce que vit ou ressent cette partie de la population n'était pas le souci des économistes qui l'ont élaboré. Il suffit de rappeler qu'une conférence de Keynes invitait les « ménagères » à dépenser plutôt que de thésauriser et dormir sur leur épargne, pour faire repartir l'économie, à une époque où les revenus (et donc l'épargne) des classes populaires s'effondraient ! Quant à l'IDH, sa précision n'est pas meilleure que celle du PIB. Pour un tiers, il est composé du PIB lui-même, et pour le reste, il est tellement fruste qu'il restreint le développement à des besoins basiques. L'IDH ou les indicateurs plus élaborés donnent des éclairages intéressants, mais ne peuvent résumer les progrès de l'humanité ou ceux qui restent à

accomplir. Et surtout, les gouvernements n'en tiennent guère compte.

Reste donc le PIB, et inutile d'attendre de lui plus que ce qu'il peut donner : il fournit des tendances et peut indiquer, avec les limites soulignées, si le capitalisme est dans une phase de reprise ou pas. Mais même de ce point de vue, ce n'est qu'un indicateur bien imparfait, car il peut se gonfler d'activités financières factices, d'une « création de valeur » qui ne crée pas grand-chose, ou rien du tout. C'est, comme ses promoteurs le voulaient, l'indicateur qui permet de mesurer ce qu'a produit le marché, afin de montrer où en est l'économie, du moins celle qui compte à leurs yeux. Il reflète l'obsession de ces économistes attachés à ce système monstrueux qui estime le monde « à l'équilibre » lorsque tous les produits sont vendus, même si le tiers de l'humanité n'a pas grand-chose dans son assiette et pas même de toilettes ! Lorsque l'humanité aura tiré la chasse et fait disparaître ce système, elle saura regarder le monde avec plus de nuances et ne pas s'affoler d'une « baisse de la croissance » si elle signifie que l'on produit moins de bombes et d'engins de mort, ou que moins de médicaments sont consommés parce que les hommes auront vaincu des maladies de la pauvreté ou évité celles liées à la dégradation de l'environnement.

La recherche de la croissance à tout prix n'est un objectif que pour ceux qui cherchent à vendre et accumuler du profit. Et le PIB mesure bien mal la satisfaction des besoins de l'humanité. C'est pourtant encore et toujours le défi qui se pose à l'espèce humaine.

Deuxième partie

Compter qui produit

Le PIB est le produit de ce que les économistes appellent les « facteurs de production ». Il s'agit dans leurs théories du travail et du capital, dont les apports sont traités à égalité. Nous verrons dans les chapitres suivants comment cette prétendue contribution du capital cache – et bien mal – les prélèvements des classes privilégiées sur la richesse nationale. Regardons dans un premier temps comment est compté et enregistré le travail, et notamment comment sont recensés ceux qui sont écartés du travail, les chômeurs.

CHAPITRE Ier

COMBIEN DE TRAVAILLEURS, COMBIEN DE CHÔMEURS ?

S'il est bien un chiffre sujet à polémiques, c'est celui du chômage ! Depuis bientôt quarante ans que le chômage est devenu massif en France et dans les pays développés, ses statistiques sont celles qui suscitent le plus de commentaires, de critiques, de méfiance et même de rejet. L'enjeu autour de ces chiffres est tel que l'ancien président socialiste François Hollande a renoncé à se représenter en 2017 parce qu'il n'arrivait pas à en « inverser la courbe », malgré tous ses artifices. Il faut dire que loin de calculs abstraits, ceux qui sont concernés peuvent mesurer à leurs dépens l'écart entre l'amélioration de la situation sans cesse promise ou proclamée et ce qu'ils constatent pour eux-mêmes ou leurs enfants.

À la base, comme pour la richesse et la « croissance », il y a un écart entre le chômage mesuré par les statistiques et les questions que se pose la population concernée. L'information et les commentaires mélangent les deux, et il n'est pas étonnant que l'ensemble fasse l'objet d'un rejet. Comme pour le PIB, montrer comment ceux qui ont construit ces statistiques se sont posé le problème, le rapprocher des

questions qui intéressent les salariés, permet de comprendre pourquoi ceux-ci ne peuvent trouver de réponses dans les statistiques officielles.

Actifs et inactifs

Et cela commence bien mal, puisque le terme même de « population active » est trompeur. Pour tout un chacun, « actif » signifie occupé. Au sens du dictionnaire, le terme s'oppose à désœuvré, au repos. Mais en économie ce terme, en même temps qu'il inclut des individus ne travaillant pas, comme les chômeurs, en écarte d'autres fort occupés, comme les bénévoles engagés dans des associations ou les « femmes au foyer ».

Ce sens économique suit les choix effectués lors de l'établissement du PIB, où la question n'est pas de savoir si les assiettes et les estomacs sont remplis, mais combien de pommes de terre sont vendues, quand bien même des assiettes seraient restées vides. De même, pour la mesure du chômage, il ne s'agit pas de savoir si les humains sont occupés à faire ou créer des choses utiles, pour eux-mêmes ou leurs contemporains, mais s'ils sont engagés dans le processus économique marchand.

Ainsi, la statistique écarte de la population dite « active » les femmes qui ne travaillent pas dans la production marchande et classe comme « inactives » celles dont les enquêtes Insee montrent qu'elles sont occupées à des tâches domestiques 35 heures par semaine, tous âges et tous ménages confondus[9]. Elle néglige le rôle indispensable des retraités

9 Enquête Insee, 2010.

dans la garde d'enfants ou les associations. De même, l'étudiant qui suit ses cours et subit une contrainte similaire à celle du salarié qui *« est à la disposition de l'employeur sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles »*, ainsi que le temps de travail est défini d'un point de vue juridique.

Mais l'Insee, suivant la même logique que pour le PIB, définit la population active comme *« l'ensemble des personnes exerçant ou cherchant à exercer une activité professionnelle rémunérée »*. Les statistiques comptent ceux qui sont engagés dans la production marchande, qu'ils soient occupés ou non, et les chômeurs sont donc considérés comme faisant partie de la population active, comme un agriculteur parlerait d'une exploitation de 100 ou 200 hectares, que ceux-ci soient cultivés ou non. De façon similaire, les chômeurs sont alors considérés comme faisant partie de la population active.

Quand l'activité devient-elle « professionnelle », alors que la définition écarte des responsables associatifs malgré leur implication et leur compétence ? La réponse est simple : lorsqu'elle est « rémunérée ». On en revient encore et toujours à cette blague machiste d'Adam Smith qui, s'il avait épousé sa gouvernante (en réalité, il est mort célibataire), aurait fait diminuer non seulement le PIB, mais aussi la population active.

Combien d'actifs ?

« Bientôt un actif pour un retraité ! » Le nombre d'actifs est brandi comme un argument massue en le rapprochant

du nombre de retraités, que les chiffres soient vrais, faux ou approximatifs, d'ailleurs. Dire que ceux qui ne travaillent pas vivent grâce à la production de ceux qui travaillent est une évidence. Mais le débat se focalise souvent sur le seul rapport entre actifs et retraités. Ils ne sont pourtant pas les seuls à ne pas travailler. En dehors des anciens, ni les enfants, ni les malades, ni ceux qui ont un handicap trop invalidant ne travaillent. Tous sont entretenus par ceux qui peuvent le faire. Or, on ne parle souvent que des retraités et des caisses de retraite. Ce qui est pointé du doigt, c'est le rapport entre actifs (cotisants) et ayants droit (retraités), et non le rapport global dans la société entre ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas. Il faut chercher à convaincre ceux qui travaillent que l'allongement de la durée de vie devrait nécessairement se traduire par l'augmentation de leurs cotisations, du nombre d'années passées à travailler ou par la baisse de leur pension lorsqu'ils seront retraités.

Or, ce rapport entre ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas est relativement constant en longue période, en gros un pour un. Et quand bien même il évoluerait, la hausse de la productivité a permis au cours des siècles de travailler moins tout en gagnant plus, de faire travailler les jeunes plus tard (en leur permettant d'étudier, ce qui les rend encore plus productifs) tout en autorisant les anciens à se reposer plus tôt et ainsi, à vivre plus vieux. On travaille *« moins d'heures par jour, moins de jours dans la semaine, moins de semaines dans l'année, moins d'années dans sa vie »,* disait l'économiste libéral Jean Fourastié.

Et on gagne plus, devrait-on ajouter ! Compter le nombre d'actifs est donc important mais là encore, une présentation tendancieuse des chiffres participe de la manipulation de l'opinion.

D'autres aspects ont été mis en avant, comme la démographie. Au début du 19e siècle, Malthus prédisait une augmentation de la population telle qu'elle aurait entraîné la famine. Sa prédiction ne s'est pas plus réalisée en ce qui concerne l'explosion démographique que le manque de subsistances. Il y a bien entendu un rapport entre la démographie et le nombre d'actifs. Plus un pays compte d'habitants, plus il aura d'actifs et donc plus il pourra produire. C'est le sens de la formule de Jean Bodin à la Renaissance : « *Il n'est de richesse que d'hommes.* » Au 19e siècle, la phase d'industrialisation a vu une augmentation de la population. Celle-ci a entraîné l'augmentation de la main-d'œuvre disponible, favorisant l'exode rural et étendant les débouchés. Puis cette augmentation a ralenti et aurait tendance à s'inverser aujourd'hui dans certains pays développés comme le Japon ou l'Allemagne. En tout cas, et à l'inverse des sombres prévisions de Malthus, la poussée démographique a été un facteur favorable au développement de l'Europe au 19e siècle.

Les États-Unis ont bénéficié de cette même poussée démographique, qui s'est ajoutée à l'immigration de jeunes actifs. Il faut rappeler bien sûr la déportation et l'exploitation sauvage des esclaves, dès la colonisation du territoire. Mais les déplacements de main-d'œuvre ont concerné également l'immigration de citoyens libres ensuite. Celle-ci a eu pour effet de faire entrer, du 18e siècle jusqu'à nos jours,

une main-d'œuvre prête à l'emploi, sans avoir eu à en supporter le coût d'entretien et de formation. Car les immigrants, étaient pour la plupart jeunes et disponibles. Voulant travailler, ils étaient prêts à s'installer n'importe où sur le territoire. Loin d'être une charge, cette immigration a donc été un des facteurs d'enrichissement et de développement de cette grande puissance. À l'inverse, les pays dont on a arraché la jeunesse comme ceux d'Afrique, mais aussi les terres d'émigration comme l'Irlande, le sud de l'Italie ou les pays d'Europe centrale et orientale, ont longtemps végété dans la misère.

En France durant longtemps, la population a moins augmenté que dans le reste de l'Europe. Pendant les trois quarts du 20e siècle, le nombre d'actifs a stagné autour des 20 millions. Après 1945, le baby-boom a vu naître de nombreux enfants, lesquels n'ont travaillé que vingt ans après, dans les années 1970, et partent progressivement en retraite depuis les années 2000. De toute façon, la démographie n'est pas seule en cause. Le nombre d'actifs varie aussi selon l'âge minimum requis pour travailler, la durée de la scolarité, l'âge de la retraite ou le nombre d'années de cotisation pour obtenir une retraite à taux plein. Les slogans « 80 % d'une classe d'âge au niveau bac » rejoignant le désir des familles, les jeunes restent plus longtemps dans le système scolaire, d'autant que la crise ne les incite pas à entrer trop vite sur le marché du travail.

Aujourd'hui la population active en France s'approche des 30 millions. En 2018, et dans cette définition restrictive de l'Insee, elle était de 29,8 millions (hors Mayotte).

Parmi ceux-ci, 27,1 millions auraient un emploi et 2,7 millions seraient au chômage, les femmes formant 48,3 % de l'ensemble. Cette dernière proportion ne devrait pas varier dans le futur et il pourra toujours y avoir des discours commençant par « Travailleuses, travailleurs ».

Les chômeurs

Bien davantage que le nombre d'actifs, brandi à chaque fois qu'il s'agit de convaincre les salariés d'accepter des reculs en matière de retraite, c'est le nombre de chômeurs qui est le plus discuté.

Aussi curieux que cela paraisse cependant, pendant longtemps, les chômeurs n'étaient même pas comptabilisés. En France, jusqu'à la fin du 19e siècle, les recensements les assimilaient aux vagabonds. Même dans la crise des années 1930, tous les pays n'avaient pas la même façon de comptabiliser les chômeurs. Ainsi en France, on recensait essentiellement les chômeurs secourus, soit une faible proportion d'entre eux. Des estimations montrent cependant que le quart des heures de travail auraient disparu dans la crise de 1929 en France, un taux comparable à celui des États-Unis avec leurs 12 millions de chômeurs comptabilisés (un travailleur sur quatre) ou celui de l'Allemagne avec ses 6 millions de chômeurs (un sur trois).

Comme pour le PIB, c'est après 1945 que le besoin d'une définition s'est fait sentir, accompagnant les politiques économiques keynésiennes (privilégiant la demande). Mais là encore, la définition des économistes s'éloigne considérablement du bon sens. En effet, la définition du BIT, le

Bureau international du travail, admise internationalement (ce qui ne veut pas dire qu'elle soit juste) prend en compte trois critères : il faut être « *dépourvu de travail, disponible pour travailler et à la recherche d'un travail* ».

Pour tout un chacun, celui qui n'a travaillé que quelques heures est encore « dépourvu de travail ». Mais le BIT n'est pas tout un chacun et a fixé une limite bien plus basse, à zéro heure. Il précise que seul est « chômeur » celui qui n'a pas travaillé « *ne serait-ce qu'une heure dans la semaine de référence* ». La statistique isole ainsi le noyau dur du chômage, ceux qui sont totalement en dehors du travail, rejetant de sa statistique principale ceux qui ont un petit bout d'emploi. Si ceux-là se sentent toujours chômeurs, tant pis, les commentateurs ne parleront le plus souvent que des autres !

Les termes « disponible » et « à la recherche » posent eux aussi des problèmes. Être « disponible » signifie, pour le BIT, pouvoir accepter l'emploi dans les quinze jours, et « à la recherche » signifie avoir accompli des actes positifs en vue de trouver cet emploi. La liste de ces actes est variée. Elle se focalise souvent en France sur l'inscription à Pôle emploi, pouvant exclure ainsi ceux qui en ont été écartés pour une raison ou une autre, même s'ils cherchent du travail. Si la définition du BIT est plus large et intègre des chômeurs non inscrits, les critères sont néanmoins restrictifs (envoi de CV, réponse à des annonces…).

Les chiffres du chômage

Les chiffres les plus diffusés sont issus de Pôle emploi, ce qui est logique puisque c'est l'organisme censé s'occuper

des chômeurs, de leur placement autant que de leur indemnisation. Pôle emploi est l'héritier de l'ANPE, dont le rôle était de mettre en relation les demandeurs d'emploi (les chômeurs) et ceux qui offrent ces emplois (les entreprises), aidant ainsi en théorie les chômeurs à décrocher un emploi. L'agence a fusionné avec les Assedic qui leur versaient leurs indemnités. L'incitation à s'inscrire est forte, cette inscription étant obligatoire pour les toucher.

Les chiffres que l'on retrouve dans la presse sont la plupart du temps issus de cet organisme. Comment sont-ils produits ? Le plus simplement du monde, par la remontée chaque fin de mois au ministère du Travail, autorité de tutelle, du nombre d'inscrits à Pôle emploi encore présents dans ses fiches. Ce sont les « demandes d'emploi en fin de mois », ou DEFM.

Ce que la presse commente principalement, c'est une catégorie spécifique de ces chômeurs, alors qu'il y en a cinq, de A à E. Bien entendu, cette répartition en catégories et le fait de ne parler que de l'une d'entre elles, au détriment des autres, ne peuvent qu'alimenter la méfiance du public.

La première catégorie donc (les « DEFM de catégorie A ») recense les chômeurs inscrits n'ayant pas travaillé du tout. C'est peu ou prou la définition du BIT. Mais les deux suivantes regroupent des travailleurs qui ne se sentent nullement sortis du chômage au prétexte qu'ils auraient travaillé un peu : ce sont des chômeurs de « catégorie B », qui ont travaillé moins de 78 heures (deux semaines de 39 heures, durée légale du travail au moment où cette définition a

été adoptée) et les « catégorie C » ayant travaillé plus de 78 heures dans le mois.

Il reste deux autres catégories, dont les membres de l'une au moins se définiraient tout autant comme chômeurs si on les interrogeait. Ce sont les chômeurs de « catégorie D », qui ne sont pas « disponibles » : ils pourraient être en vacances, car les chômeurs ont droit à un mois comme tout le monde, mais sont plus souvent en congé maladie ou maternité, ou encore en formation.

Et la dernière, la « catégorie E » ? Elle regroupe les inscrits à Pôle emploi ayant un travail mais désireux d'en changer, comme des jeunes sortis d'études, qui croyaient à la vertu de leurs diplômes mais restent chez Carrefour, McDonald's ou Amazon faute de mieux. Ceux-là ne se déclareraient peut-être pas chômeurs, mais ne sont pas tirés d'affaire pour autant.

En lui-même, le classement en catégories complique le tableau d'une manière arbitraire. Mais la méfiance populaire se renforce aussi parce que la gestion du fichier peut donner lieu à des manipulations. Ainsi, au prétexte que certains inscrits négligent parfois de signaler un changement de situation, Pôle emploi peut demander à ses agents de faire un « toilettage » des listes, c'est-à-dire de procéder à des radiations. Des chômeurs absents à un pointage ou n'ayant pas répondu à une convocation se sont ainsi vus radiés avec zèle, diminuant opportunément les chiffres… à la veille d'élections.

Les chiffres du BIT

Par ailleurs, la presse fait parfois état d'autres chiffres, ceux du Bureau international du travail (BIT). Deux statistiques différentes, produites par deux organismes différents, tout aussi officiels l'un que l'autre, pour décrire, et bien mal, un même phénomène, cela n'est guère de nature à rassurer une opinion populaire déjà méfiante. De quoi s'agit-il ?

Le BIT est un organisme indépendant, créé en 1919 et rattaché à l'origine à la Société des nations, la SDN, ancêtre de l'ONU, puis à cette dernière après la Deuxième Guerre mondiale. La date explique sa création. La guerre avait suscité bien des rancœurs, et fait naître le sentiment justifié que, tandis que les jeunes hommes mouraient au front et que les autres subissaient les privations de l'arrière, les industriels et trafiquants s'étaient enrichis. Une poussée revendicative, révolutionnaire même dans certains pays, s'était développée. « *Quand on veut enterrer une décision, on crée une commission* », aurait dit Clemenceau. L'époque créa l'Organisation internationale du travail et son Bureau (en abrégé, le BIT), qui organisent des conférences, publient des rapports, énoncent des recommandations. Les gouvernements font ensuite ce qu'ils veulent. Mais comme par hasard, sa définition du chômage, très restrictive, est reprise comme si elle était vérité absolue. Ses chiffres sont-ils meilleurs que ceux de Pôle emploi ?

L'OIT emploie moins de 3000 fonctionnaires à Genève. Si elle établit des définitions, les organismes nationaux sont théoriquement libres de les reprendre ou pas. Elle n'a de plus, aucune possibilité de faire des enquêtes aux quatre coins du

monde. Les chiffres qu'elle publie sont donc extraits d'enquêtes des organismes statistiques nationaux comme l'Insee, lequel calcule le chômage « au sens du BIT ». Ces chiffres sont issus en France du recensement et d'une « enquête emploi », un long questionnaire portant sur un échantillon de 75 000 ménages (environ 150 000 personnes).

Il s'agit d'un sondage et, de ce fait, le chiffre trouvé n'est jamais le « vrai » chiffre, mais « *le milieu de l'intervalle de confiance à 95 %* ». Traduit en langage clair, cela signifie que si on avait interrogé l'ensemble de la population, et non pas ces 75 000 ménages, il y aurait eu 95 chances sur 100 de trouver un chiffre qui se situe dans une fourchette de 0,5 % (« intervalle de confiance »). Une fourchette signifie qu'il y a une marge d'erreur. Si par exemple un taux de 10 % est annoncé, il est compris en réalité entre 9,7 et 10, 3 %, ce qui réduit à néant les commentaires journalistiques sur une variation de 0,1 ou 0,2 point. Les lois mathématiques qui indiquent la marge d'erreur déterminent aussi le risque (5 %, soit une chance sur 20) que le vrai chiffre, celui qui aurait été observé si l'ensemble de la population avait été interrogée, soit même au-delà de cette marge d'erreur[10]. Et ne parlons pas d'autres sources d'erreurs liées à la façon de faire l'enquête, à la sincérité de l'enquêté, voire à celle de l'enquêteur. En résumé, ce chiffre, issu d'un sondage, est fiable, autant que le sont les sondages sérieux, mais pas davantage.

10 « *Ainsi, pour le premier trimestre 2021, pour lequel le taux de chômage, en données brutes, est de 8,3 %, il y a 95 % de chances que la vraie valeur du taux de chômage, c'est-à-dire celle qui aurait été obtenue si l'enquête avait été menée exhaustivement sur l'ensemble du territoire, soit comprise entre 8,0 % et 8,6 %.* » Insee, Note méthodologique, juillet 2021.

Une plaisanterie d'économiste illustre comment les sondages encadrent un résultat.

Trois statisticiens de l'Insee vont à la chasse. Le premier tire, mais rate sa cible d'un mètre à gauche. Le second épaule et tire, mais la rate d'un mètre à droite. Le troisième ne tire pas mais s'écrie triomphalement : « On l'a eue, on l'a eue ! »

Pourquoi les chiffres qui suivent la définition du BIT sont-ils différents de ceux de Pôle emploi ? C'est qu'il y a des gens qui se déclarent « chômeurs » quand on les interroge sur leur situation, alors qu'ils ne se sont pas inscrits à Pôle emploi : certains n'ont pas droit à une indemnisation, pensent que l'organisme ne les aidera pas, ont du mal à se déplacer vers une agence située trop loin, etc. Et il y a en sens inverse des inscrits à Pôle emploi que le BIT ne reconnaît pas comme « chômeurs », ne serait-ce que les chômeurs des catégories autres que la catégorie A.

Les chiffres du BIT sont parfois cités par la presse en parallèle, parfois en concurrence, avec ceux de Pôle emploi et du ministère du Travail. Mais au-delà, la démarche du BIT et ses définitions s'imposent aux statisticiens nationaux et façonnent leurs façons de raisonner. Ainsi Pôle emploi a-t-il modifié au cours du temps ses définitions et ses catégories pour se rapprocher des normes du BIT.

L'armée industrielle de réserve

Finalement, quelle est l'ampleur du sous-emploi, du chômage tel que le ressent la population laborieuse ? En partant des chiffres officiels, ceux de Pôle emploi, il faudrait déjà

ajouter à la catégorie A les catégories B et C, ces salariés à temps partiel souhaitant travailler davantage. On devrait inclure d'autres catégories, que les statistiques placent en dehors du marché du travail. Ainsi, les préretraités issus des vagues de licenciements déguisées en « plans » utilisés dans les années 1980 et 1990, et indemnisés par des organismes comme le FNE (Fonds national de l'emploi), étaient en réalité des chômeurs. Bien sûr, ils étaient souvent contents de partir avant l'âge, mais ils étaient payés par les caisses de chômage ou la solidarité nationale, pas par les caisses de retraite. Et s'il y avait eu le plein-emploi, ils auraient continué à travailler. Ce type de plan de suppressions d'emplois a continué dans les grandes entreprises, alimentant le chômage, ne serait-ce que celui des jeunes qui ne seront pas embauchés pour remplacer les anciens à leur retraite. Des chômeurs d'un certain âge ont été « dispensés de pointage » par Pôle emploi. La catégorie a disparu il y a une dizaine d'années mais s'ils n'étaient plus comptés comme « chômeurs » puisqu'ils ne recherchaient pas d'emploi, leur existence témoignait que le marché du travail n'utilisait pas toute la main-d'œuvre possible.

D'autres chômeurs, n'étant pas disponibles, ne sont pas comptés non plus dans cette catégorie. S'ils sont en formation par exemple, ils ne sont pas présents sur le marché du travail, le temps de celle-ci. Et dans la logique de ces statistiques qui ne regardent que le marché, il est normal de ne pas les comptabiliser parmi les chômeurs. Mais ces salariés n'ont pas choisi leur situation et c'est le chômage, la perte de leur emploi, qui les a conduits à faire cet effort de formation. C'est donc encore une partie de la main-d'œuvre non

utilisée, même si la formation est nécessaire pour s'adapter aux évolutions.

Il faut ajouter à ces catégories recensées, dont on a les chiffres, des salariés qui ont disparu des statistiques. Certains se sont résignés à leur temps partiel. Ils ne s'inscrivent même plus à Pôle emploi, espérant que leur employeur finira par les prendre à temps plein. Mais il y a aussi des chômeurs qu'on dit découragés parce qu'ils ne cherchent plus, que personne ne veut d'eux à cause de leur âge ou de leur qualification inadaptée. On pourrait ajouter certains jeunes qui prolongent des études sans grande conviction, gardant le statut d'étudiant, leur bourse, en attendant mieux mais qui, en d'autres temps, seraient allés travailler. Évoquons aussi la multiplication des stages, des emplois publics aidés (CES, CEC, emplois-jeunes…), qui recouvrent parfois des emplois utiles, mais qui devraient être créés et payés normalement, alors qu'ils servent souvent à diminuer les chiffres du chômage.

Toutes ces catégories correspondent à ce que Marx appelait au 19e siècle *« l'armée industrielle de réserve »*, et qui avait disparu des pays développés dans la période de croissance des années 1950-1970. Chassée de l'emploi ou rappelés au gré de la conjoncture et des besoins des entreprises sans être nécessairement comptabilisée parmi les chômeurs, cette frange de salariés exerce désormais une pression permanente sur l'ensemble du monde du travail. Et c'est encore plus flagrant aux États-Unis : combien de salariés cumulent là-bas deux, trois bouts d'emploi pour

parvenir à une paye complète ? Et combien ici se sont transformés en « autoentrepreneurs » ?

Chômeurs et sous-emploi

Le chômage, tel qu'il est ressenti par la population laborieuse, diffère donc bien des statistiques officielles par son ampleur. Est-il possible néanmoins d'en avoir une idée à partir de celles-ci ?

La Dares, la direction statistique du ministère du Travail qui publie les DEFM, les chiffres de Pôle emploi, estimait en juillet 2021 le nombre de chômeurs à 5 630 000. Ce sont les DEFM de catégories A, B et C, comprenant les chômeurs à temps complet (plus de 3,3 millions) et ceux à temps partiel (les 740 000 qui ont travaillé moins de 78 heures et les 1,5 million plus de 78 heures). Il faudrait ajouter à ces chiffres les inscrits « non disponibles » (catégorie D, un peu plus de 300 000) car même s'ils sont malades ou en stage, ce sont encore des chômeurs.

Dans la crise sanitaire, le nombre de ceux qui n'ont pas pu travailler, au moins une partie du temps, a explosé. Le nombre de salariés indemnisés à ce titre est monté jusqu'à un maximum de 8,4 millions en avril 2020. Tous n'étaient pas au chômage complet et leur nombre ne représentait que 4,6 millions en « équivalent temps plein ». Cette expression signifie que si l'État n'avait pas payé les entreprises pour qu'elles gardent leurs salariés, elles auraient licencié l'équivalent de 4,6 millions de salariés à temps plein. Ce nombre a diminué avec la reprise de l'activité au cours de l'année 2021.

Mais en dehors de ces circonstances exceptionnelles, il faut néanmoins ajouter au premier chiffre, celui des chômeurs des statistiques habituelles, ce que l'Insee appelle depuis quarante ans le « halo » du chômage, décrit de cette façon : *« Le Bureau international du travail (BIT) a une définition stricte du chômage qui ignore certaines* [situations] *(travail occasionnel, sous-emploi), ou des personnes souhaitant travailler mais « classées » inactives. Ce « halo » est calculé par l'Insee à partir de l'enquête Emploi »* et il était estimé au premier trimestre 2021 à plus de 2 millions de personnes.

Mais hélas ! les choses ne sont pas simples, et ces chiffres ne s'additionnent pas aux précédents. Certains chômeurs, comptés dans le « halo » par l'Insee, sont déjà recensés (dans les catégories D et E des DEFM de Pôle emploi), tandis qu'une petite partie des chômeurs de Pôle emploi (et même du noyau dur, les DEFM de catégorie A) ne sont pas reconnus comme tels par l'Insee et le BIT. Et pour ne pas simplifier les choses, rappelons qu'il existe des chômeurs qui se déclarent comme tels au recensement ou à l'enquête emploi de l'Insee et ne se sont pas inscrits à Pôle emploi (et ne sont donc pas comptabilisés).

●●●

Il en va du chômage comme du reste. Il est impossible d'avoir un chiffre fiable et satisfaisant. La presse reprend les statistiques officielles et ses plus de 3 millions de chômeurs (DEFM catégories A) de 2020, 10 % de la population active. Mais en ajoutant l'effet des radiations, des dispenses de pointage, des mesures d'âge, sans parler des heures perdues soit par

le chômage partiel, soit par les temps partiel, subis, ou encore les « emplois aidés », en partie ou en totalité, le vrai chiffre du sous-emploi est sans doute plus proche du double, 6 millions. Et il en va de même dans les autres pays. Selon les chiffres de l'administration aux États-Unis par exemple, le taux de chômage en juillet 2020 s'établissait dans une fourchette allant de 1,3 % pour sa définition la plus restrictive (chômeurs complets depuis plus de 15 semaines) à 5,9 % pour la définition internationale et jusqu'à 10,4 % en incluant les chômeurs découragés ou la population marginale et les travailleurs qui ont accepté des temps partiels uniquement faute de trouver mieux. Mais, là aussi, des statistiques alternatives doublent presque le nombre de ceux qui sont écartés à un titre ou un autre du marché du travail, retrouvant un niveau comparable à la France, avec un travailleur sur cinq.

Cette sous-utilisation des travailleurs potentiels par la classe capitaliste est un gâchis économique et un désastre humain. Car les salariés écartés sont touchés dans leurs revenus mais aussi dans leur dignité et l'estime qu'ils ont d'eux-mêmes. Le gâchis n'est pas moins grand lorsqu'au bout d'un certain temps ils se résignent à accepter un travail en dessous de leur qualification, faute de mieux. Mais les voilà sortis des statistiques du chômage… Et que demandent d'autre les gouvernants ?

CHAPITRE II

LA BOURSE ET LA VIE

L'évolution du second facteur de production des économistes, le capital, à défaut d'être recensé précisément, est suivi de façon déformée par la Bourse. Les journaux et les informations en parlent et ses péripéties font la une de l'actualité.

À la radio, les bulletins d'information informent des cours de la Bourse comme si cela devait passionner les millions de lecteurs ou d'auditeurs, alors que la majorité d'entre eux ne détiennent et ne détiendront jamais la moindre action. Pour tout un chacun, c'est un monde un peu mystérieux. Et le cœur de ce capitalisme sans âme semble se cacher dans cette petite rue de New York, Wall Street. Lors de restructurations ou de plans de fermeture, les syndicats dénoncent volontiers de dangereux fonds de pensions qui mettraient la main sur « nos » entreprises. Les variations de la Bourse, ses krachs soudains comme sa bonne santé, semblent donc capables de changer, en bien ou en mal, mais le plus souvent en mal, la vie de milliards d'humains.

Essayons néanmoins d'en dissiper un peu les mystères. Car comme pour les phénomènes étudiés dans les chapitres

précédents, derrière des aspects techniques, se cachent des rapports de classes et la domination de la bourgeoisie. La Bourse n'est qu'un des instruments de sa mainmise sur l'économie.

Une action, qu'est-ce que c'est ?

Une action est tout simplement une part d'une entreprise. L'actionnaire est un des propriétaires de l'entreprise, et il y a entre 3 et 7 millions d'actionnaires en France. Des guillemets pourraient s'imposer, car si un particulier possédant une action est bien propriétaire, il n'est qu'un tout petit propriétaire. Avec une seule action d'Air liquide, il ne possède qu'une des presque 500 millions d'actions émises. Même si un épargnant possède une douzaine d'actions de cette même société, ce qui représente un placement de 1 500 € environ, sa voix ne compterait pas plus dans les assemblées d'actionnaires que son vote lors de l'élection présidentielle. C'est dire qu'à lui seul, et même s'il est invité par de luxueuses plaquettes à ces assemblées, qu'on lui demande de voter sur l'une des 40 résolutions, y compris les rémunérations des dirigeants, il ne va pas décider grand-chose. Et ce serait pareil si cet épargnant possédait une action d'une société américaine : une seule action sur les 5 millions d'actions Microsoft en circulation ne suffira pas à donner à son propriétaire le poids de Bill Gates.

Pourquoi y a-t-il des actions ? Aux débuts du capitalisme, l'entrepreneur investissait son argent personnel, ses propres capitaux, ceux de sa famille et de ses proches associés. Depuis le milieu du 19e siècle, la loi a facilité l'appel

au public. Cela a permis de concentrer l'épargne qui dormait dans les mains d'un public incapable de l'investir de la même façon, donnant plus de pouvoir aux capitalistes, élargissant leur base, développant l'économie. Une partie des bénéfices ont dû évidemment être partagés avec ceux qui achetaient ces actions. Une partie, car le petit actionnaire, qui brandit fièrement son action Microsoft ou Air liquide et s'en croit propriétaire, serait bien en peine de s'y retrouver dans le maquis des comptes qu'on lui présente, et de savoir si les dividendes qu'on lui accorde sont les bénéfices réels de l'entreprise ou seulement la partie visible de ce que les gros actionnaires, les décideurs, veulent bien accorder aux petits. Les dividendes sont pourtant loin d'être négligeables. Les entreprises du CAC 40 ont distribué rien moins que 49,2 milliards d'euros en 2019 par exemple, un chiffre qui est équivalent à la moitié du budget de l'éducation ou à la totalité du budget de la politique sociale. Et il ne s'agit que du CAC 40, les 40 plus grandes entreprises cotées en Bourse du pays, pas de la totalité des dividendes !

Les revenus de ces actions, les dividendes donc, ne sont nullement garantis : ils varient, selon que l'entreprise déclare faire des bénéfices ou pas, et qu'elle choisit de réinvestir ceux-ci pour s'agrandir ou de les distribuer à ses actionnaires. Si l'entreprise choisit cette dernière option, les dividendes sont alors répartis en proportion du capital possédé par chaque actionnaire. Celui qui ne détient qu'une seule action Microsoft sur les 5 millions d'actions en circulation ne recevra qu'un cinq-millionième des bénéfices distribués. Et si elle n'en distribue pas, il n'aura rien du

tout, alors qu'à la Caisse d'épargne, son revenu est certes faible, mais garanti. Et surtout, si l'entreprise fait faillite, il perdra l'argent placé, ce qui n'est pas le cas des dépôts sur les livrets d'épargne, en théorie du moins.

Ces dividendes sont souvent justifiés par la nécessité de rémunérer les « petits actionnaires ». Mais même dans ce qui est le cœur du capitalisme, la distribution va toujours aux mêmes. « *L'augmentation des dividendes est de plus en plus concentrée* », comme l'écrit en octobre 2020 le rapport de France stratégie, un organisme rattaché aux services du Premier ministre. En 2018, 0,1 % des contribuables, soit environ 38 000 personnes, avaient perçu les deux tiers du total et 3 800 personnes, les 0,01 % les plus riches, à elles seules, en avaient reçu le tiers.

Mais aussi importants que soient les dividendes, les magnats de l'économie augmentent encore davantage leur fortune par la hausse de la valeur des actions. Qu'est-ce qui fait donc monter le cours de celles-ci ?

L'action a-t-elle une valeur objective ?

Dans les grandes firmes, les salariés sont invités à posséder des actions de leur propre entreprise. Et on voit parfois certains d'entre eux, plus souvent des cadres que des ouvriers, en suivre le cours quotidiennement. Dans l'esprit de ceux qui ont promu cette politique, l'objectif est d'instaurer chez les salariés un sentiment de solidarité avec leur employeur, qui les amènerait à accepter plus facilement le renforcement de l'exploitation, voire des licenciements quand ceux-ci font monter les cours. Au-delà des variations ou des

mouvements spéculatifs, y a-t-il une base réelle, objective, à la valeur d'une action ?

Émettre des actions, appeler le public à mettre de l'argent dans l'entreprise, c'est permettre à celle-ci de se créer ou de se développer. Même un tout petit entrepreneur peut créer une société par actions. Mais pour dépasser le cercle de ses relations, faire appel au public et être coté en Bourse, il faut bien entendu que la société ou ses promoteurs soient déjà connus. C'est ce qui est arrivé lorsque Microsoft a procédé à son introduction en Bourse et a émis des actions. Jusque-là, l'entreprise avait vécu avec l'argent qu'avaient investi l'entrepreneur et ses amis, comme au 19e siècle ou comme le ferait un artisan, un commerçant ou un agriculteur qui voudrait se développer au-delà de l'entreprise individuelle.

Supposons donc que l'entreprise fasse appel au public, et qu'elle ait vendu des actions. Elle a alors recueilli des fonds. Elle ne les garde pas, et les investit immédiatement, car tel est le but de l'opération. Si cette entreprise émet un million d'actions vendues 100 € chacune, elle a alors recueilli 100 millions d'euros. Son bilan reflète cette opération.

Le bilan est un tableau comptable qui note l'équilibre entre les sommes recueillies par l'entreprise (sous forme de capital ou d'emprunts divers) et ce qu'elle en a fait, sous quelle forme se trouve cet argent aujourd'hui. Comme dans la nature, rien ne se crée et rien ne se perd : que l'entreprise ait recueilli un ou 100 millions d'euros, elle en a forcément fait quelque chose. Elle les a investis, les a dépensés en achats divers et s'il reste encore de l'argent, cette somme est notée « en caisse », gardée en liquide ou déposée en banque.

Aux sommes recueillies par l'émission d'actions s'ajoutent les emprunts à la banque et les autres dettes. Le total est inscrit de façon conventionnelle dans la colonne de droite, à ce qui est appelé le passif du bilan. Cette colonne montre d'où vient l'argent qu'elle a utilisé.

Car comme on l'a vu, l'entreprise a utilisé cet argent en achetant des locaux, des terrains, des machines, c'est-à-dire des moyens de produire, et ce qui reste est déposé à la banque. Le total de cet argent investi, y compris donc ce qui reste en banque, figure conventionnellement dans la colonne de gauche, celle de l'actif du bilan. Il est égal au total précédent, celui de l'argent récolté. Le bilan montre ainsi à la fois d'où viennent les fonds et ce qu'on a fait de l'argent collecté.

Tout cela peut conduire à une détermination objective de la valeur de l'action : si la société devait disparaître, l'argent disponible, la vente du matériel, des locaux et des terrains (les postes d'actif) permettraient de récupérer les fonds investis, de rembourser les emprunts et finalement, de rendre aux actionnaires l'argent que ceux-ci ont placé dans l'affaire.

Pour faire simple donc, si la valeur des terrains, bâtiments, machines, brevets, matières premières et produits finis d'une société vaut 100 millions d'euros et qu'il y a un million d'actionnaires, la valeur de l'action devrait être de 100 €. Et si l'entreprise qui valait 100 millions au départ a prospéré, réinvesti ce qu'elle a gagné, acquis au fil des ans davantage de bâtiments, de machines, etc. alors la valeur de l'action doit monter. Par exemple, l'action Microsoft, qui

valait 85 dollars au départ, en vaut plus de 300 à l'heure où ces lignes sont écrites. S'il n'y a pas eu d'émission de nouvelles actions, cela signifie en théorie que la société vaut plus qu'à l'origine, enrichissant ainsi ses propriétaires. En théorie, car la financiarisation de l'économie, la spéculation, font que de plus en plus, la valeur des sociétés dépend davantage des modes, des bruits, des espérances des boursicoteurs, que de leur valeur propre.

Et on ne gagne pas à tous les coups. Ainsi la construction du tunnel sous la Manche, réalisée par une société privée, Eurotunnel, avait été l'occasion d'une émission d'actions accompagnée d'une grande campagne de presse. Le projet avait séduit 700 000 actionnaires en 1987 et l'action, émise à 35 F (5,34 €) de l'époque, s'était revendue ensuite de plus en plus cher, atteignant 14,71 € en dix-huit mois. Mais contrairement au cas évoqué précédemment, la valeur des bâtiments, outils et matériaux divers de l'entreprise n'avait pas triplé. Et rapidement, les difficultés s'accumulant, le cours avait baissé, repassant en dessous du prix d'émission en 1990, puis tombant à moins d'un euro à partir de 1995 avant que l'Autorité des marchés finisse par suspendre sa cotation en mai 2003. Ceux qui croyaient gagner le gros lot en pariant sur l'avenir d'un projet historique, ou réaliser le « placement de père de famille » qu'on leur avait vanté, avaient perdu leur mise : sous-estimation des coûts, surestimation des recettes et du trafic, surévaluation des actifs, ils n'avaient visiblement pas les bonnes informations. Les petits actionnaires ont perdu, mais la compagnie, restructurée à grands coups d'argent public, a continué d'exister.

Depuis, elle fait des bénéfices qui engraissent Eiffage et les banques plutôt que ses premiers actionnaires.

À la Bourse, s'enrichir en dormant n'est donc pas garanti et les petits actionnaires y laissent parfois leur chemise. Il n'y a rien de miraculeux ou, pour ceux qui ne croient pas aux miracles, rien de naturel non plus, car l'argent ne tombe pas du ciel. Il est bien évidemment tiré de la plus-value réalisée sur l'exploitation du travail humain. Ce n'est pas nouveau et déjà Zola mettait en scène dans son roman *Germinal* une compagnie minière dont la valeur de l'action est multipliée par plus de 50, reflétant le fait que la société exploite de plus en plus de gisements, et investit dans toujours plus de matériel. C'est encore vrai aujourd'hui et l'indice MSCI, qui regroupe les principales actions de l'ensemble du monde capitaliste (1 600 sociétés dans 23 pays, soit 85 % de la capitalisation mondiale) a été multiplié par 2,5 en quinze ans. Si le smic avait augmenté au même rythme, il vaudrait le double de ce qu'il vaut aujourd'hui, 20 € de l'heure au lieu d'un peu plus de 10 € brut.

La comparaison avec le smic est une autre façon de dire que cet argent est de la plus-value, arrachée aux salariés producteurs et accumulée sous forme de capital. Il montre à quel point les dividendes, même s'ils sont importants, ne sont pas la seule source d'enrichissement des capitalistes, loin de là.

Une valeur spéculative

Une action peut aussi s'acheter et se vendre en dehors des périodes d'émission. C'est ce qui s'échange le plus souvent

à la Bourse et c'est ce que reflètent les variations de cours dont parle la presse. Comment se fixe alors ce prix et pourquoi change-t-il, parfois de façon brusque ?

À la Bourse, ce qui se vend, ce sont parfois des nouvelles actions émises, mais surtout des actions anciennes, qui changent de mains. Celui qui a investi dans une société peut avoir besoin de son argent. Il peut aussi estimer que cette société ne lui rapporte pas assez et vouloir rechercher un placement plus lucratif. Il revend alors son action à un autre, qui a besoin de placer son capital et fait le pari inverse.

Tout cela est théoriquement sans effet sur la société dont les actions s'échangent, puisque le capital émis a déjà été récolté et investi. Que l'action Eurotunnel vaille plus de 5 € comme à l'origine ou moins de 1 € ensuite, les millions du départ, ceux qui ont été récoltés quand l'action a été vendue à son cours d'émission de 5,34 €, ont été investis et dépensés. En théorie, même si son cours baisse, la société n'en serait pas plus pauvre pour autant. Mais si tout le monde vend l'action, que sa valeur baisse, c'est qu'on pense que la société va mal. Elle aura alors des difficultés à obtenir du crédit, exactement comme un salarié qui touche un petit salaire ou accumule les CDD a plus de mal à obtenir un crédit immobilier que celui qui a un bon salaire et un CDI. C'est pourquoi les grandes entreprises cherchent à soutenir le cours de leurs actions. Sans compter que, comme on l'a noté, les dirigeants sont souvent eux-mêmes de gros actionnaires, qui défendent ainsi leur propre fortune et celles des grandes familles qui les ont nommés.

Le cours de l'action, le prix auquel elle s'achète ou se revend sur les marchés, dépend donc de la bonne ou de la mauvaise opinion qu'en ont les acheteurs et vendeurs. En apparence, cette opinion a une base logique. Si en moyenne sur l'ensemble du marché, les actions rapportent 2 % de dividende, un acheteur sera prêt à payer 100 € l'action d'une société qui distribue deux euros par action. Deux euros de dividende versés chaque année pour 100 euros investis, cela lui rapporte 2 %, et tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes capitalistes. Et si une autre société distribue quatre euros par action, les acheteurs seront prêts cette fois à payer son action jusqu'à 200 €. Peu leur importe alors la valeur de départ, tant qu'ils touchent leurs 2 %.

En fonction de cette logique, une société qui annonce de bonnes nouvelles, la conclusion d'un marché, un investissement prometteur, voit son cours monter : tout le monde pense qu'elle distribuera ensuite des dividendes généreux.

Un élément de spéculation, c'est-à-dire de pari sur l'avenir, intervient donc. Il faut investir au départ dans des sociétés prometteuses qui rapporteront beaucoup, acheter les actions des sociétés qui vont bien et revendre celles qui vont mal avant que le grand public le sache. À ce jeu, les petits épargnants sont toujours perdants car pour avoir les bonnes informations, il faut avoir accès aux comptes des sociétés, aux véritables comptes et non à ce que les sociétés publient. Autant d'informations qui ne sont pas à la disposition du grand public et ne figurent pas non plus dans les multiples revues ou sites de conseils boursiers. Quand le petit épargnant achète, c'est que l'information est déjà

diffusée (et que l'action est déjà montée) et quand il vend, c'est souvent trop tard… Ce sont le plus souvent les professionnels qui jouent et gagnent à ce jeu. La grande presse les appelle des groupes d'investisseurs, comme Berkshire Hathaway de Warren Buffet. Pourtant les termes sont mensongers une fois de plus. Ceux-là n'« investissent » rien. Ils placent et déplacent l'argent, allant rapidement d'une société à une autre, d'une monnaie à une autre, et accentuent l'instabilité d'un monde qui ressemble toujours plus à un vaste casino.

Faire monter les cours en Bourse

Une société a donc intérêt à faire monter le cours de ses actions, que ce soit pour enrichir ses possesseurs, accéder à des marchés ou obtenir de meilleurs crédits. On pourrait penser que l'annonce de licenciements par une entreprise entraîne une baisse du cours de ses actions. Cela arrive parfois, mais souvent, à l'inverse, cela le fait monter : les acheteurs en Bourse apprécient, sachant que la société va réaliser des économies sur le dos du personnel et ainsi augmenter ses profits.

Payer des dividendes élevés, faire des cadeaux aux actionnaires est un moyen de soutenir le cours. Le mot « cadeau » n'est pas une figure de style : ainsi, tous les deux ans à peu près, Air Liquide, fournisseur de base de l'industrie, une des principales sociétés du CAC 40, offre une action gratuite pour dix actions possédées par ses actionnaires. Total a fait de même en 2020, pour compenser les faibles dividendes de la branche pétrolière, la baisse des cours du

pétrole ayant entraîné celle des actions. Cette politique de soutien permet de conserver ses actionnaires, ce qui est important, notamment aux États-Unis où, contrairement à ce qui se passe en France, les retraites sont gérées par des fonds privés qui investissent en Bourse. Ceux-ci ont la réputation d'exiger un rendement minimum et de ne pas supporter plus de deux trimestres consécutifs sans dividendes. L'entreprise doit alors privilégier leur distribution à tout prix et même au détriment de sa santé et d'investissements à plus long terme.

Plus absurde encore s'il est possible : pour soutenir les cours, certaines sociétés rachètent leurs propres actions pour les détruire. C'est l'image du serpent qui se mord la queue. Mais cela procède d'une certaine logique capitaliste. Supposons en effet que le capital d'une société soit de 200 millions, divisé en 2 millions d'actions. Chaque action vaut donc 100 € (200 millions divisés par 2 millions). Si la société rachète un million de ses propres actions, son capital (qui correspond à l'argent levé au départ et investi en machines, etc.) est toujours de 200 millions. Mais il est divisé désormais en moitié moins d'actions. Chacune vaut alors 200 € (200 millions divisés par un million). Ainsi Total, encore lui, a annoncé son intention de racheter jusqu'à 5 milliards de dollars d'actions sur la période 2018-2020 pour en soutenir le cours. Pour l'ensemble du CAC 40, ces rachats d'actions ont représenté plus du cinquième des dividendes versés en 2019. Cela représente une somme de 11 milliards, qui s'ajoute donc aux près de 50 milliards distribués en dividendes.

Des sociétés utilisent ainsi les profits extorquées à leurs salariés ou sur le dos d'autres peuples, non pour investir, se développer, chercher de nouveaux produits, mais à seule fin d'enrichir davantage leurs actionnaires, à commencer par les plus gros. Calcul à court terme mais depuis toujours, les capitalistes raisonnent à la manière du mot prêté au roi Louis XV, « *Après moi, le déluge* » et peu importe ce qui arrivera !

L'absurdité du procédé n'échappe pas aux tenants du capitalisme. Ainsi, le site Boursorama (lié à la banque Société générale) écrivait le 3 juin 2020 : « *Si l'actionnaire est avantagé* [par] *des opérations de rachat d'actions, celles-ci peuvent aussi traduire un manque de perspectives et s'opposer à une hausse de la valorisation sur le long terme.* » Mais il constate : « *Les rachats d'actions en Europe représentaient (mi-2019 selon la banque Morgan Stanley) 32 % des montants distribués aux actionnaires, loin derrière celui des marchés américains (68 % des montants distribués). Ce type de pratique a tendance à soutenir artificiellement les cours des titres en particulier aux États-Unis où elles sont à l'origine d'une grande partie de la hausse ces dernières années. Elle traduit un manque de perspectives voire une absence de stratégie de la part des entreprises.* »

L'article conclut en disant que « *pour croître, les entreprises doivent investir dans leur appareil de production* ». Car « *les rachats d'actions sont intéressants à court terme s'ils ne sont pas répétitifs* [et] *ne doivent pas se faire au détriment de l'investissement.* » Sage conseil mais vœux pieux qui ont peu de chances d'être suivis et exaucés !

Comme pour s'en faire l'écho, un autre journal économico-boursier, *La Tribune*, écrit : *« Au cours des cinq dernières années, les quatre grandes compagnies aériennes du pays (Delta, American, United et Southwest) ont dépensé 39 milliards de dollars pour racheter leurs propres actions. Depuis 2017, ces* [rachats] *ont représenté plus de 2 000 milliards de dollars, environ 10 % du PIB américain. Une tendance accentuée par la baisse de l'impôt sur les bénéfices, voulue par le président Donald Trump qui a fait grimper les déficits publics. Reste que, pour financer de tels programmes, des entreprises ont choisi de s'endetter massivement, profitant des faibles taux d'intérêt*[11]. »

On le voit, à peine remise d'un krach, la Bourse prépare le suivant. Les observateurs le savent, le mesurent, l'analysent mais sont bien incapables de l'empêcher autrement qu'en délivrant sentencieusement de bons conseils… que personne ne suit.

Car les krachs sont inévitables. Le proverbe boursier dit que « les arbres ne montent pas jusqu'au ciel », et personne ne veut être le dernier à acheter avant le krach, la baisse brutale. Mais chacun veut profiter de la hausse, jusqu'au dernier moment. Contradiction insoluble qui produit justement les krachs, donne leur caractère brutal aux crises. Est-il possible de les prévoir ou même de les éviter ? Des études mathématiques poussées sont censées permettre de prévoir ces évolutions, et ont valu à leurs auteurs, les économistes et mathématiciens Merton et Sholes, un prix Nobel en 1997… juste avant le retentissant krach asiatique, qui

11 Jérôme Marin, *La Tribune*, 24 mars 2020.

lui-même n'a fait que précéder le dégonflement de la bulle Internet de l'an 2000 ! Le comble est que les bénéficiaires de ces prix Nobel étaient associés à la direction du fonds d'investissement LTCM (Long term capital management, un *hedge fund*, un de ces fonds de placement à risques). Ils n'ont pu empêcher sa quasi-faillite en septembre 1998.

●●●

Car les variations de la Bourse sont ainsi. Sur le long terme, la Bourse est le placement le plus sûr et le plus rentable pour les capitalistes. C'est ce que mesure l'Insee depuis la guerre, en le comparant notamment à la valeur de la terre, de l'immobilier ou de l'or. Il y a une logique dans ce monde capitaliste : la Bourse est le reflet de la valeur des entreprises, le concentré des prélèvements de ceux qui les possèdent. Le CAC, indice reflétant le cours des 40 plus grosses entreprises cotées en Bourse, a été créé en 1987, à la valeur 1 000. Le smic de l'époque était à 4,24 € de l'heure (643 € par mois). En novembre 2021, le CAC a dépassé les 7 000 points. S'il avait été ne serait-ce que multiplié par six, un peu moins que le CAC, le smic vaudrait donc aujourd'hui autour de 25 € brut de l'heure, un montant proche de celui déjà trouvé plus haut, deux fois et demi ce qu'il vaut en réalité. En un peu plus de trente ans, le patrimoine des capitalistes, mesuré par la valeur de leurs actions, a donc grossi deux fois et demie plus vite que le revenu des salariés du bas de l'échelle… quand ils ont la chance d'avoir un emploi à temps plein.

Derrière ses aspects techniques un peu mystérieux, ce seul chiffre montre mieux que de longs discours ce qu'est en réalité la Bourse : le reflet de la possession du capital. C'est une machine à répartir le travail extorqué à ces smicards et aux autres salariés pour le redistribuer au sein de la classe bourgeoise. Et cette machine n'alimente pas seulement le parasitisme de cette classe mais, pire, c'est un des mécanismes qui orientent la société dans l'intérêt de celle-ci et en fonction de sa soif inextinguible de profits.

Troisième partie

Compter qui touche quoi

La première partie a montré comment les économistes et les institutions enregistraient la production. La seconde a évoqué ce qu'ils appellent « facteurs de production », le travail et le capital. Reste alors à voir comment se répartissent les fruits de cette production – ce qu'on appelle les revenus – et discuter de leur évolution, en évoquant l'indice des prix. Le dernier chapitre montrera pour finir l'utilisation parfois tendancieuse de ces calculs dans les négociations salariales.

CHAPITRE Ier

DES REVENUS PAREILS, ON N'EN REVIENT PAS

Depuis qu'un impôt sur le revenu est prélevé sur l'ensemble des contribuables – cela fait un peu plus d'un siècle en France – on connaît mieux ce que gagnent les uns et les autres. Jusque-là en effet, la population n'était soumise qu'à des impôts indirects, des taxes à la consommation ou des droits d'enregistrement et, si l'on connaissait éventuellement la fortune des contribuables, on ignorait leurs revenus. Prélever sur chacun un impôt direct et progressif était une revendication républicaine, qui figurait d'ailleurs parmi les mesures immédiates du Manifeste communiste de Marx et Engels en 1847. La création de l'impôt sur le revenu a donc obligé chacun à déclarer ce qu'il gagne chaque année, ce qui a permis de se faire une idée plus exacte des ressources des uns et des autres.

Bien sûr, mille et une astuces, légales ou pas, permettent à la bourgeoisie d'y échapper, de dissimuler ses revenus au fisc. Reste que la connaissance du montant avec lequel vit la population a progressé. D'autres sources sont venues compléter ces connaissances, en lien ou pas avec l'impôt. Ainsi les employeurs déclarent les salaires de ceux qu'ils

emploient. C'est un moyen de justifier les déductions opérées sur leurs recettes, ce qui diminue leurs propres impôts. Mais ces informations sont également précieuses pour l'administration fiscale. Car ainsi les salariés ne peuvent échapper à l'impôt en « oubliant » de déclarer ce qu'ils ont gagné, quand leur patron l'a déclaré.

Les études de l'économiste Thomas Piketty s'appuient sur ces déclarations. Indépendamment des théories ou des conclusions qu'il en tire, elles ont mis en lumière les inégalités que d'autres dénonçaient depuis bien longtemps. Bien entendu, il est possible de discuter aussi ses chiffres, ne serait-ce que parce que, bien que conscient de la dissimulation fiscale, il a décidé de ne pas en tenir compte. Son éclairage complète cependant celui donné par les instituts officiels.

L'étude des revenus montre l'ampleur des inégalités. Mais comme pour le reste, encore faut-il savoir lire entre les lignes.

Qui a des « revenus » ?

Car là encore, les problèmes commencent dès l'intitulé. Les salariés doivent déclarer leurs « revenus » afin de payer « l'impôt sur le revenu des personnes physiques » (IRPP). Certes ils sont des « personnes physiques », en chair et en os, et non des « personnes morales », comme les sociétés. Mais ils n'ont pas de « revenus ». Ce terme correspond à un retour sur une somme placée. Or, prolétaires, ils n'ont que leurs muscles et leur cerveau, leur force de travail à vendre, et touchent en échange un salaire. Ce salaire est le prix de

leur force de travail. S'il leur permet de vivre, il permet par la même occasion à leur employeur d'empocher une plus-value. Les prolétaires contribuent donc déjà à l'entretien de la société, en ne touchant pas l'intégralité du produit de leur travail. Ils entretiennent non seulement la société, les services collectifs indispensables, santé, éducation, aménagements publics, mais aussi et par la même occasion la masse des parasites qui vivent de leur travail. C'est une première raison qui fait que les révolutionnaires des années 1920, lors des premières collectes de cet impôt, l'ont dénoncé et ont même appelé à des grèves de l'impôt. Naturellement, en l'absence de mouvement révolutionnaire, ces grèves étaient vouées à l'échec et progressivement, devant les saisies des huissiers, accompagnés de gendarmes, les militants et opposants ont fini par payer l'impôt. Et le terme de revenus a fini par s'imposer dans le langage courant.

« L'impôt saigne le malheureux Nul devoir ne s'impose au riche »

Les paroles de *L'Internationale* ont beau avoir plus d'un siècle, rien n'a changé depuis qu'elles ont été écrites par leur auteur, Eugène Pottier. S'il faut déclarer ses revenus, c'est que chacun perçoit de l'argent de diverses sources, les unes imposables, les autres non. Nombreuses sont les niches fiscales qui permettent à ceux qui en ont la possibilité d'échapper à l'impôt, au point que la profession de conseiller ou d'expert fiscal est florissante. L'optimisation fiscale, le fait de profiter de la moindre possibilité pour échapper légalement à l'impôt quand on a de l'argent, est un sport

largement pratiqué par les classes riches, les mêmes qui font la morale aux pauvres ou jettent à la rue des familles pour des loyers impayés. C'est ainsi que le président milliardaire Trump a refusé de publier ses feuilles d'impôt car d'impôt, il n'en payait quasiment pas, déduisant de ses gains actuels les pertes antérieures de ses sociétés. L'astuce existe aussi en France : ceux qui ont des actions peuvent ainsi déduire de leurs gains actuels les pertes éventuelles (les « moins-values ») subies dans le passé, en remontant dix ans en arrière.

Ces astuces choquent lorsqu'elles sont révélées. Ainsi, l'avenir présidentiel de Chaban-Delmas, Premier ministre gaulliste qui voulait se donner un visage moderne dans l'après-1968, s'était assombri lorsque *Le Canard enchaîné* avait révélé qu'il ne payait pas un centime d'impôts. Il profitait d'un autre mécanisme, l'avoir fiscal, qui permettait de déduire de ses propres impôts sur le revenu les impôts que les sociétés dont il possédait des actions avaient déjà été payés sur leurs bénéfices. L'un de ses successeurs, pris également la main dans le pot de confiture, a réussi néanmoins ensuite à se faire élire président : Jacques Chirac pour sa part avait opportunément bénéficié du classement de son château en monument historique peu après l'avoir acquis, ce qui lui avait permis de toucher des subventions et, surtout, d'en déduire les frais de rénovation et d'entretien de ses revenus imposables.

La liste des déductions possibles est longue, la législation complexe, les niches innombrables. Il y en aurait 474, mais la législation évolue chaque année : on peut, au choix, investir dans les DOM-TOM, en Corse, dans le cinéma ou

les PME, acheter des logements qu'on s'engage à louer à des étudiants, rénover des bâtiments classés « monuments historiques », employer du personnel de maison… À côté, le salarié qui déduit les aides ménagères de ses parents âgés ou ses cotisations syndicales, politiques, ses dons aux associations, fait figure de petit joueur. Et encore pour certaines déductions, faut-il qu'il gagne assez pour être imposable sur ses revenus, ce qui ne concerne que la moitié de la population.

Les sources de revenu

Si les sources de revenu sont nombreuses, chacun n'accède pas aux mêmes. Certes, chacun peut avoir à la fois un salaire, une pension pour l'un des membres de la famille, des allocations, toucher le loyer (fermage) d'un petit bout de terre hérité, s'être fait conseiller un placement à la banque en vue de sa retraite, placement dont les revenus sont imposables, etc. Mais la proportion de ces catégories n'est pas la même selon les couches de la population.

Les derniers chiffres détaillés sur le site de l'Insee datent de 2015. En moyenne, les revenus du travail fournissent les trois-quarts des revenus des ménages : 73,1 % du total de ce que touchent les ménages vient des salaires, et 5 % de revenus d'indépendants. Il s'agit à la fois de revenus directs, ce que l'on touche chaque mois, et de ce que l'on touche à d'autres moments de la vie, parfois appelé salaire différé, comme les indemnités de chômage. Les revenus des ménages intègrent aussi des allocations et aides sociales (5,8 %). Ces aides sont près de deux fois moins

importantes que les revenus du patrimoine (10,2 %), mais bien qu'on parle de moyenne, on s'en doute, les uns et les autres ne touchent pas le même type d'aide. Certaines aides sont destinées à certaines couches particulières, il y a les aides pour les pauvres et les aides pour les riches. Ainsi, ceux qui touchent l'APL sont rarement concernés par l'aide aux investissements locatifs (qui permet de déduire de ses impôts une partie de l'achat d'un logement destiné à être loué), et réciproquement. Il faut ajouter les retraites (28,1 %) puisqu'il s'agit d'une statistique qui mélange tous les ménages, actifs et retraités. S'il n'a pas échappé au lecteur attentif que le total des chiffres précédents fait plus de 100 %, il n'y a pourtant pas d'erreur, car il faut retirer de cet ensemble les impôts directs (17 %, toujours en moyenne) afin d'obtenir le revenu disponible.

Avec ces chiffres qui mélangent des situations et des revenus très différents, il est difficile d'établir si les salariés arrivent à vivre de leur seul travail. Le tableau ne fournit qu'une moyenne entre ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas et, de plus, les « revenus du travail » mentionnés mélangent salaires et indemnités de chômage (qui sont un salaire différé). Difficile de dire qui, dans le monde du travail, arrive à vivre de son activité et qui en est réduit à vivre d'allocations.

On peut s'étonner de ne pas trouver de chiffres plus récents (en 2020, on ne trouve que les chiffres détaillés de 2015). Des statistiques sont pourtant publiées chaque année avant l'été, qui portent sur les salaires de l'année précédente, ceux du privé, puis ceux du public. Elles se basent

sur les déclarations de salaire nominatives effectuées par les employeurs. Ce sont les chiffres que la presse commente, pour dire que les salaires auraient progressé, que le public gagnerait plus que le privé, etc. Ils sont pourtant très orientés. Car les enquêtes sont effectuées en ETP, « équivalent temps plein » en langage Insee : en effet, quand l'Insee reçoit la feuille de paye de salariés à temps partiel, telle que la déclare leur employeur, il lui est impossible à ce stade de savoir si le salarié travaille par ailleurs ou si c'est son seul emploi. Le calcul est donc fait en multipliant son salaire pour faire comme si le salarié travaillait à temps plein, ce qui est loin d'être toujours le cas.

Pour avoir une idée juste de ce que gagnent les gens, il faut étudier leurs déclarations d'impôts. Or les revenus sont déclarés un an après avoir été encaissés (par exemple, avant le mois de juin 2021 pour ce qui a été gagné au cours de l'année 2020). Il faut que l'administration des impôts traite ces déclarations, puis que l'Insee les dépouille et les étudie. En tout, les premières statistiques sont publiées deux, trois, voire cinq ans après. Elles ont alors beaucoup perdu de leur actualité et sont peu ou pas commentées.

Elles sont pourtant éclairantes. Elles permettent de ne plus regarder la moyenne, mais des tranches successives de la population : les 10 % les plus pauvres, les 10 % suivants et ainsi de suite jusqu'aux 10 % les plus riches. L'Insee constate : *« Les revenus sont inégalement répartis : les 20 % des individus aux niveaux de vie les plus modestes détiennent 8,8 %*

de la masse des niveaux de vie, contre 38 % pour les 20 % des individus les plus aisés[12]. »

Le dixième le plus pauvre vit principalement de son salaire (41 % de ses revenus) et d'allocations (47 %). Le dixième le plus riche, lui, encaisse proportionnellement davantage de salaires (79,9 % de son revenu) mais aussi, à hauteur d'un quart, les revenus de son patrimoine (24,4 %). Le total fait là encore plus de 100 % car il faut en déduire les impôts. À l'inverse, pour les plus pauvres ces revenus du patrimoine ne représentent quasiment rien (2,8 %). D'après ces chiffres, environ 40 % de la population doit vivre avec moins d'un smic par personne et par mois. Il est difficile d'isoler au sein de ces 40 % ceux qui travaillent car ces chiffres mélangent actifs et retraités, salaires et indemnités de chômage. Mais il apparaît que pour au moins un cinquième de la population, entre bas salaires, temps partiel et périodes de chômage, en moyenne sur l'année, le salaire minimum est un salaire maximum.

Les écarts de revenu

Comme on vient de le voir, regarder les moyennes ne signifie pas grand-chose. Par exemple, aux États-Unis, si l'on se fie aux statistiques officielles, le revenu moyen par ménage augmente régulièrement. Il est passé en vingt ans, en chiffres gros et en dollars actuels, de 85 000 à 98 000 dollars[13]. Mais le revenu médian, celui que n'atteint pas la moitié de la population, lui, a quasiment stagné : il est resté

12 Insee, *Tableaux de l'économie française (TEF)* p. 62, édition 2020.

13 Plus précisément, 85 059 $ en 2000, 98 088 $ en 2019.

inférieur à 64 000 dollars[14]. Et si les revenus ont progressé légèrement en 2019, ils retombent avec la crise.

Ne parler que de la moyenne, c'est donc masquer les différences. Les tableaux des États-Unis permettent de remonter jusqu'en 1967 et aussi loin que l'on aille, le salaire moyen progresse toujours deux fois plus vite que le salaire médian, celui que ne dépasse pas la moitié la plus pauvre de la population. Les augmentations profitent donc surtout aux plus riches. Et la discrimination aussi fait sentir ses effets : les Noirs gagnent un tiers de moins que l'ensemble, que l'on parle de salaire moyen ou du salaire médian.

En France, les revenus stagnent depuis dix ans. Tous revenus confondus, un quart de la population vit avec moins de l'équivalent d'un smic par mois. Si par rapport aux USA les écarts sont moins marqués, en moyenne là aussi les revenus des 10 % les plus riches évoluent plus vite que ceux des 10 % les plus pauvres. Du coup, l'écart s'accroît : ces 10 % les plus riches gagnaient en moyenne 6 fois ce que gagnaient les 10 % les plus pauvres autour de l'an 2000. Désormais, ils gagnent plus de 7 fois plus (7,12 fois en 2018).

Moyenne et médiane sont dans un bateau

La moyenne globale peut donc augmenter sans que le sort de la plupart s'améliore. Il suffit pour cela que les revenus des 10 % ou même du 1 % le plus riche s'accroissent de manière significative. Pour éviter cet effet d'optique, il vaut mieux regarder le salaire médian que le salaire moyen. Ce

14 Un ménage sur deux ne gagnait pas plus de 62 512 $ par an en 2000. En 2018 c'était 64 324 $, chiffre très proche.

salaire médian est obtenu en classant les ménages, du plus pauvre au plus riche et en regardant le revenu de ceux qui sont au milieu. C'est ce salaire qu'on appelle « médian » : il divise la population en deux moitiés égales. Une moitié de la population gagne davantage que ce salaire, et l'autre moins.

Regarder le salaire médian, les statistiques précédentes l'ont montré, est plus parlant. En effet, contrairement à la moyenne, le salaire médian ne varie pas si seuls les plus riches profitent des augmentations et que ceux d'en dessous n'en voient pas la couleur.

> « Notons que si les premiers seront les derniers
> Et que les derniers seront les premiers
> Ça ne change strictement rien pour ceux
> Qui sont au milieu » *Le Chat* (Philippe Geluck)

Et si, au lieu de couper la population en deux, on la découpe en dix, on peut voir de la même façon les revenus du dixième le plus riche (ou du dixième le pauvre). Les études permettent même d'isoler le centième le plus riche, le niveau au-delà duquel on trouve ce 1 % supérieur qui était désigné par les contestataires du mouvement Occupy Wall Street. L'Insee donne les chiffres du millième et même du dix-millième (le 0,01 %) le plus riche. Sachant qu'il y a un peu moins de 38 millions de contribuables, isoler ce 0,01 % supérieur, c'est avoir une idée des revenus des 3 800 ménages les plus riches. En 2015, ils avaient un revenu annuel

minimum de près de 500 000 € par personne : exactement 461 800 € pour chaque membre du ménage après impôt[15].

Qui est « pauvre » ?

Parler des riches c'est aussi par contraste, parler des pauvres. Comment les statisticiens calculent-ils les taux de pauvreté ?

On peut définir la pauvreté de façon absolue : le fait de ne pas avoir le minimum nécessaire pour vivre. Mais il est difficile de définir ce minimum, et on a vu dans l'histoire bien des situations où des populations arrivaient à survivre malgré un dénuement absolu. L'économiste libéral Ricardo, qui a vanté les débuts du capitalisme disait déjà que « *l'ouvrier anglais regarderait son salaire comme insuffisant pour maintenir sa famille s'il ne lui permettait d'acheter d'autre nourriture que des pommes de terre, et d'avoir pour demeure qu'une misérable hutte de terre* ». Et pourtant il écrivait en 1820, aux débuts du capitalisme, une époque où les ouvriers vivaient dans les bagnes décrits plus tard par Dickens ou Engels ! La pauvreté est donc une notion relative. Selon le mot prêté à Sauvy dans les années 1960, « *être pauvre, c'est ne pas avoir de voiture en France, ne pas avoir de vélo en Chine, ne pas avoir de chaussures en Afrique* ».

15 La taille du ménage est calculée par « unité de consommation » : cela coûte moins cher de vivre à deux que de vivre en deux appartements séparés (un seul loyer, une seule machine à laver, etc.). Pour en tenir compte, la taille des ménages où deux individus cohabitent est comptée pour 1,5 et non pour 2. Leurs revenus sont alors divisés par 1,5 au lieu de 2 pour estimer le revenu par tête. Et de même que le second compte pour moins que l'unité, on fera un calcul similaire pour le 3e, le 4e, etc.

La pauvreté se définit dans les statistiques comme le fait de gagner moins que la moitié du revenu médian, celui en dessous duquel on trouve la moitié de la population. Le barème a été relevé ensuite à 60 % du revenu médian.

Avec cette définition, il serait possible de n'avoir aucun pauvre dans une population. Supposons en effet que la moitié de la population gagne moins de 2 000 € par mois. L'autre moitié gagne plus de 2 000 €, puisque cette somme est ce qui est défini comme le revenu médian. Le critère de la moitié du revenu médian fera compter comme « pauvres » ceux qui gagnent moins de 1 000 €. Si on retient plutôt la barre des 60 %, les pauvres seront ceux qui gagnent moins de 1 200 €. Si personne ne gagne moins de 1 200 €, il n'y a aucun pauvre dans le pays. Mieux, si tous les pauvres qui gagnaient 1 190 € reçoivent à peine 20 € de plus, leur nombre tombera brutalement à zéro sans qu'ils aient pour autant l'impression que leur vie a radicalement changé. À se demander pourquoi un Premier ministre conservateur anglais du 19e siècle, Disraeli, aurait dit que *« les statistiques sont la forme élaborée du mensonge »*.

Malgré ces réserves, l'Insee recensait officiellement 5,2 millions de pauvres en France métropolitaine en 2018 si l'on retient la barre des 50 %. En prenant la barre des 60 %, qui est la référence européenne, le nombre de pauvres se monte à 9,3 millions. Il a augmenté ces dernières années, alors qu'il était tombé en dessous des 4 millions pour la barre des 50 % en 2004, un million de moins qu'en 2018. Et parmi eux, les très pauvres vivaient avec moins de 40 % du revenu médian en 2018. Cela représente plus de 2 millions

de personnes qui devaient vivre avec moins de 676 € pour une personne seule, allocations comprises.

Le taux de pauvreté, qui s'établissait en France à 14,3 % de la population métropolitaine, est dans la triste moyenne européenne. Ces taux vont de 11-12 % dans les pays scandinaves à 20-25 % en Italie, Grèce ou Roumanie. Mais ces taux mesurent davantage les inégalités dans le pays que la pauvreté en soi. Car celle-ci ne se situe pas au même niveau selon les pays. Étant établi en référence au revenu du pays, son niveau absolu varie fortement : il va de 265 € par mois pour une personne seule en Roumanie, autour de 450-500 € en Grèce, au Portugal ou en Pologne à plus de 1 000 € en France, Allemagne, Suède ou Norvège.

Le partage du gâteau

Dans la bande dessinée ou le film *Astérix et Cléopâtre*, Obélix doit partager un gâteau en faisant trois parts. Il coupe deux petites parts, prend pour lui tout le reste et dit : « *Ben quoi, j'ai fait trois parts !* » Eh bien, quand on retourne chez les riches, on constate que la bourgeoisie ne fait pas autrement avec le patrimoine.

Le gâteau « fortune des Français » est pour l'Insee le patrimoine. Il prend en compte tout ce qu'un individu possède. On remarque au passage que le mot vient du latin *patrimonium* qui désignait déjà la fortune d'un homme marié, tandis que le correspondant féminin *matrimonium* ne désignait, lui, que l'entrée d'une femme dans le statut de femme mariée, un terme plus neutre, donc. L'inégalité ne réside pas que dans les mots et la société française est

heureusement moins inégalitaire que la Rome antique. Mais on remarque que le français a gardé le patrimoine masculin et fait disparaître les femmes du vocabulaire.

Le patrimoine rassemble donc tout ce qui constitue les possessions des individus, à la façon du bilan établi par le notaire lors des décès et successions. Il comprend les possessions immobilières, appartements, terrains ou résidences secondaires éventuelles, les comptes en banque, actions et placements, entreprises, éventuellement les vêtements, meubles, etc. Et là, on est carrément chez Obélix : un dixième des ménages (les plus riches) possède la moitié du patrimoine (47 % d'après les estimations Insee en 2015). Les autres, tous les autres, doivent se contenter de l'autre moitié. Un seul individu possède donc à lui seul autant que les neuf autres réunis. « *Gourmand, va !* », comme dit Astérix… Parasite, plutôt.

En chiffres absolus on retrouve ces différences. Les deux cinquièmes les plus pauvres de la population ne possèdent guère que leurs comptes en banque et leurs livrets d'épargne. Et le « patrimoine » des 10 % les plus pauvres est inférieur à 5 000 € (on ne compte dedans ni la voiture ni les biens durables comme la machine à laver). C'est à l'autre pôle que l'on trouve les biens professionnels et immobiliers : les 10 % les plus aisés ont plus de 600 000 € et le 1 % le plus riche possède un minimum de près de deux millions d'euros en 2015.

●●●

Les inégalités de revenu choquent en France où, contrairement à d'autres pays comme les États-Unis, par exemple, la fortune reste cachée. Les révolutions ont rendu la bourgeoisie prudente et il n'est pas de bon ton d'étaler sa fortune. C'est considéré comme vulgaire. L'ostentation fait « nouveau riche ».

Cela n'empêche pas les plus grandes fortunes d'atteindre des sommets où les chiffres semblent ne plus avoir de signification. L'homme le plus riche de France, Bernard Arnault (LVMH, Carrefour, etc.), possède une fortune qui varie selon les cours de la Bourse autour de 80 milliards d'euros. S'il faisait comme monsieur Tout-le-monde et la laissait à la Caisse d'épargne, cela lui rapporterait 0,75 % par an, une misère. Mais 0,75 % de 80 milliards, cela fait tout de même 600 millions, soit la paye de 40 000 smicards ! Si l'on divise ces 600 millions par 365 jours de 24 heures on voit qu'il gagnerait un peu moins de 20 euros à la seconde, même quand il dort. Le temps d'une micro sieste de dix minutes, 600 billets de 20 € l'attendent au réveil, et 500 000 € au terme d'une nuit de sommeil !

Ceux qui, comme les gilets jaunes, se sont indignés, à juste raison, des salaires plus que confortables de nos dirigeants visaient un peu bas. Un président comme Macron touche à peine, si l'on ose dire, 15 000 € brut par mois, moins de 200 000 € par an. Certes, pour celui qui vit à l'Élysée, nourri, blanchi, ce salaire est pour ainsi dire de l'argent de poche. Mais Bernard Arnaud, lui, gagne 3 000 fois cela. Quoi de plus normal dira-t-on, qu'un valet gagne moins que son maître ? Les PDG gagnent bien davantage que les

politiques qui les défendent, s'intégrant à la classe dirigeante. Mais on remarque que le salaire qui a décidé Ben Smith, le PDG d'Air France, à venir du Canada en France est d'environ 3 millions d'euros, y compris ses stock-options. C'est encore 200 fois moins que ce que gagnerait Bernard Arnault s'il plaçait son argent à la Caisse d'épargne, ce qu'il ne fait pas !

Mais cette fortune, aussi scandaleuse soit-elle à côté de la misère ou de la vie de la plupart des gens n'est même pas le pire. Le pire est qu'elle donne à ceux qui la possèdent leur puissance sociale, qu'elle n'est plus une simple accumulation de biens ou d'argent, mais qu'elle est devenue du capital. Et de ce fait, la production n'est orientée que dans le but d'accroître ce capital, quand bien même la fortune qu'il représente n'a plus guère de signification pour l'individu qui la possède au-delà d'un certain seuil : car même plusieurs vies ne suffiraient pas à la dépenser.

Reste que tous ces chiffres donnent le vertige, et l'envie de renverser ce monde absurde où l'exploitation, les bas salaires, la misère des uns, se paye par cette fortune insensée des autres.

CHAPITRE II

QUE VALENT LES PRIX ?

Le public populaire ne fait guère confiance aux organismes gouvernementaux pour mesurer le chômage, et encore moins pour les prix. D'autant qu'en la matière point n'est besoin d'être économiste pour constater l'écart entre les chiffres officiels et le ressenti quotidien. Dans une société où « *argent, argent, tout s'achète et tout se vend* », chacun a la possibilité de constater au jour le jour les évolutions de prix, en faisant ses courses ou en regardant fondre sa paye. Et lorsque l'indice des prix de l'Insee annonce une chose et que le porte-monnaie en dit une autre, ce n'est pas l'Insee que l'on croit.

Davantage encore que celle du chômage ou de la croissance, la mesure des prix représente un enjeu direct, car elle touche aux négociations salariales, notamment à la fixation du salaire minimum, ou à la revalorisation des pensions alimentaires. Que valent des hausses de salaire péniblement obtenues si les prix augmentent autant et même davantage ? Et comment les salariés peuvent-ils maintenir leur pouvoir d'achat, quand les prix s'emballent ? C'est d'autant plus vrai que, contrairement à leurs employeurs ou aux indépendants, commerçants et artisans, quand

les prix à la consommation augmentent, les salariés n'ont aucun moyen d'augmenter leurs ressources en augmentant leur prix de vente.

La mesure des prix fait appel à des techniques mathématiques qui sont loin d'être simples et évidentes. Si chacun comprend ce qu'est une moyenne, en matière de consommation, celle-ci a bien peu de signification. Que signifie la « consommation moyenne des Français » quand on mélange milliardaires et smicards ou SDF, ou même simplement propriétaires et locataires ? Cette notion de moyenne fait songer à cette plaisanterie des statisticiens qui veut que lorsqu'on glisse la tête dans le four et qu'on met les pieds dans le congélateur, on bénéficie d'une « température moyenne » agréable. Mais au-delà de manipulations techniques qui peuvent obscurcir les choses, la perception des individus peut différer des mesures, même lorsque celles-ci se veulent objectives.

Ce qu'est la consommation

Comme dans les chapitres précédents à propos de la richesse, le travail et le chômage, dès le départ, on se heurte à une première approximation. En effet, consommer, c'est d'après la définition de l'Insee, « *faire des choses un usage qui les détruit ou les rend ensuite inutilisables* ». C'est toujours la même logique : il faut confronter ce qui est proposé au marché à ce qui a été vendu. Le terme « détruit » signifie simplement que les biens « consommés » ont disparu du circuit économique. Ce que les gens en ont fait, aucune importance, et il est indifférent qu'ils les utilisent

réellement ou les oublient sur une étagère. L'Insee parle de « *consommation finale* », pour l'opposer à la « *consommation intermédiaire* », ce que les entreprises consomment pour produire et qui constituait la plus grosse part de ce que les économistes des 18e et 19e siècles, d'Adam Smith à Karl Marx, appelaient plus justement capital circulant.

Pour l'Insee la consommation, c'est ce qui est vendu aux ménages. Vendu et donc pas forcément consommé réellement. Dans les sociétés développées, le capitalisme a poussé à une certaine forme de gaspillage. On consomme 136 kg de papier par an et par habitant en France en moyenne mais dans ce chiffre, combien d'imprimés publicitaires vont directement de nos boîtes aux lettres à la poubelle ? La presse évoque périodiquement le gâchis de biens alimentaires qui se perdent dans nos réfrigérateurs. Elle parle moins des dates de péremption trop proches, des achats compulsifs influencés par la publicité et le marketing, des fausses promotions, des paquets trop gros par rapport aux besoins de l'acheteur. Mais après tout, c'est bon pour la croissance, n'est-ce pas ?

Comment connaître la consommation

Quand les syndicats ou des organisations de consommateurs ont voulu contrôler l'indice de l'Insee, ils ont établi leur propre indice et ont, pour cela, déterminé ce qui entrait dans le « panier de la ménagère », cette formule ancienne et machiste que les journalistes continuent cependant à employer. Il faut savoir combien les gens consomment de pain, de pommes et de poires, à quel rythme ils remplissent

le réservoir de leur voiture ou ce qu'ils dépensent en assurances, etc. « *L'homme ne vit pas que de pain* », et pour parler du « prix du bifteck », encore faut-il savoir combien on en mange.

C'est aussi ce que fait l'Insee. Pour établir l'indice des prix, l'Insee cherche à établir ce qui arrive dans nos assiettes ou s'entasse dans nos placards. Une grande enquête interroge donc périodiquement les ménages. Cette enquête exclut ceux qui vivent en collectivité (Ehpad, pensionnats, prisons…), ce qui est évidemment une lacune. Cependant, avec plus de 20 000 ménages, l'enquête est relativement complète. Elle est assez lourde et pour cette raison, n'est réalisée que tous les cinq ans.

Lourde, la méthode l'est, en effet ! Les sondés doivent noter chaque jour, durant une semaine, sur un « carnet de consommation », tout, absolument tout ce qu'ils ont consommé ou qui est entré au domicile. Malgré cette contrainte, l'Insee essuie peu de refus même si, par prudence, un enquêteur visite les sondés tous les jours que dure l'enquête. Un questionnaire sur les achats importants complète le tout.

Certaines semaines sont peu représentatives d'une consommation ordinaire, comme les congés d'été ou les fêtes de décembre et l'Insee exclut ces périodes. Mais on remarque qu'il n'exclut pas le ramadan, le Nouvel An chinois ou les fêtes juives. Au moins, et contrairement à la production ou au travail, c'est bien ce que la population achète et consomme qui est enregistré. L'enquête note aussi les consommations hors domicile, comme les repas pris

à la cantine, la production des jardins potagers, et même les confitures maison, sans toujours parvenir à retracer le ballet dominical des Tupperware entre les jeunes et leurs parents.

Aussi sérieuse soit-elle, l'enquête a forcément des failles. Certaines consommations peuvent être sous-estimées (ou l'inverse), parce qu'elles n'ont pas été achetées durant la période d'observation : les achats quotidiens (pain, lait, viande) sont mieux enregistrés que les grosses courses (huile, produits d'entretien, lessive). De plus, certaines consommations sont saisonnières. Mais dans la mesure où l'Insee étale ses observations sur l'année, ces effets sont lissés.

Le résultat ventile la consommation en « postes » selon le produit, la matière, regroupés en « fonctions » élémentaires (alimentation, boissons alcoolisées et tabac, habillement, transports, communication…). Le but est d'arriver à établir le budget des familles, leur consommation réelle, avec une application directe : déterminer la part qu'il faut leur attribuer dans le calcul de l'indice des prix à la consommation.

L'indice des prix, toute une histoire

Car les prix évoluent, vers le haut ou vers le bas, ou les uns par rapport aux autres. L'inflation permanente, celle que nous connaissons et qui fait partie de notre vie, est un phénomène qui n'est vieux que d'un siècle. Au 19e siècle, à l'époque du franc germinal et de l'étalon-or, la monnaie était relativement stable. Certes, le 19e siècle a été traversé de mouvements de hausse ou de baisse des prix, selon le

cycle économique (des oscillations de 20 à 30 pourcents, dans un sens ou dans l'autre). Et l'industrialisation a fait chuter le prix des produits grâce aux gains de productivité, phénomène qui continue de nos jours avec les produits les plus récents : ordinateurs ou téléphones portables. Mais globalement, au 19e siècle, la monnaie a conservé sa valeur durant 120 ans et les prix pouvaient facilement être comparés d'une période à l'autre.

C'est ce qui a changé avec la guerre de 1914. Le premier indice des prix date de 1916 : de 1914 à 1918 en effet, les prix sont multipliés par 4 ou 5. Or, une fois l'enthousiasme guerrier de l'été 1914 retombé, dans la boue des tranchées et les privations de l'arrière, la lassitude se fait sentir. Bientôt survient l'année 1917, la révolution qui éclate en Russie, les mutineries et les grèves qui se propagent en France. Devant les revendications salariales, mesurer les prix permet de tenter de répondre de façon objective. Mais en matière d'indices, l'objectivité n'existe pas.

Le premier indice n'était basé que sur 13 articles de première nécessité, les « besoins vitaux », ceux des ouvriers puisqu'il sert de base aux discussions sur les salaires. Il est refondu en 1931 pour s'étendre à 29 produits alimentaires (dont les pommes de terre, mais pas les fruits et légumes, à cause des variations de prix saisonnières), un seul article d'entretien (du savon), et aucun service. Nul relevé de prix : on se contente d'interroger des représentants, à Paris et dans les villes de plus de 10 000 habitants. Nulle observation des consommateurs non plus, la part des différents articles dans le budget est déterminée au doigt mouillé par

les statisticiens. On se doute que l'Insee, dès sa création en 1945, va élaborer son premier indice de façon plus sérieuse. Cet indice est utilisé de mars 1950 à juillet 1957. Il prend en compte 213 articles : alimentation, conserves et alcools, toujours pas de fruits ou de légumes mais la plupart des biens manufacturés et des services. La base est une famille de 4 personnes, dont « le chef » (à l'époque, pour l'Insee, c'est forcément le mari s'il existe) est ouvrier ou employé dans la région parisienne. L'indice des prix est toujours relié aux discussions sur les salaires, et le ton est donné par la métallurgie parisienne.

Désormais, les coefficients affectés aux différents produits entrant dans l'indice sont issus d'une observation réelle, tout comme les prix. Mais les produits et les relevés sont publics. Et dans ces années de forte inflation (c'est la période de la reconstruction, de la IV^e^ République et des guerres coloniales), les gouvernements bloquent les prix des produits suivis par l'Insee ! C'est ce qu'on appellera « la politique de l'indice ». Depuis, l'Insee garde jalousement le secret sur les produits suivis, les endroits où les prix sont relevés, etc.

Les indices mis au point ensuite ont couvert une part toujours plus grande de la consommation : 250 articles entre 1956 et 1963, 259 articles de 1963 à 1970, avec un indice concernant toutes les agglomérations de plus de 2 000 habitants, puis 296 postes et une extension aux ménages célibataires.

L'indice actuel porte sur douze familles de produits (produits alimentaires, boissons alcoolisées et tabac,

habillement et chaussures, logement…) subdivisés en 5 niveaux comprenant au total 305 postes (selon une classification européenne). Il est mis à jour chaque année et couvre un ensemble de biens alimentaires et manufacturés, ainsi que de services, qui correspond à plus de neuf dixièmes de la consommation des ménages. Certains services posent encore des problèmes, comme les soins hospitaliers, car selon les mutuelles, les ménages ne sont pas tous remboursés au même niveau. Il en va de même pour les maisons de retraite, où ce qui est payé dépend des revenus des pensionnaires.

Un indice ouvrier ou un indice d'ensemble ?

Avec le temps, l'indice a cessé de prendre pour base la consommation d'un ménage ouvrier pour prendre en compte l'ensemble des ménages. L'Insee reconnaît que les pondérations sont différentes, mais affirme que le résultat final est très proche. Ainsi selon les enquêtes de l'Insee, les « ménages populaires » (c'est sa terminologie) consacrent une part plus importante que la moyenne des Français à l'alimentation, dépensent davantage pour se loger, fument nettement plus, dépensent moins pour la santé, les transports, les loisirs et les vacances et ont moins recours aux services financiers. Mais d'après ses calculs, l'élargissement de la population concernée par l'indice des ménages populaires à à l'ensemble des Français aurait conduit à sous-estimer la hausse des prix pour les ménages ouvriers de moins de 0,1 point par an. Sur plus de quinze ans, de 1998 à 2015, les ménages ouvriers auraient subi une hausse

des prix de 29,8 % quand la hausse estimée pour l'ensemble était de 27,8 %. Pour l'Insee, ce faible écart justifierait son choix.

Dans les années 1970, la CGT avait bâti avec l'aide de militants de l'Insee son propre indice, qu'elle a suivi durant plus de vingt ans. Elle ne s'appuyait pas sur les mêmes pondérations, et montrait que l'Insee sous-estimait systématiquement la hausse des prix. L'inflation virulente dans les années 1960 et surtout 1970, a ralenti dans les années 1980. Des problèmes techniques, la difficulté à faire des relevés sur une longue période et en l'absence de mobilisation, l'ont conduite à abandonner son indice. D'autres centrales syndicales ont calculé elles aussi leur propre indice à partir des relevés de prix de l'Insee avec d'autres pondérations. Elles ont fini par y renoncer à leur tour. Mais la méfiance populaire vis-à-vis de l'indice de l'Insee est restée.

Le problème des pondérations a cristallisé les reproches. Ainsi, l'indice des prix de l'Insee sous-estime gravement les dépenses de logement des couches populaires. Le poste « loyer, eau et ordures ménagères » est estimé à 7,15 % de l'indice des prix en 2020, un coefficient pour le moins surréaliste. Pour arriver à ce chiffre, l'Insee fait la moyenne entre logements sociaux et secteur libre, propriétaires et locataires, parisiens, habitants des métropoles de province et ruraux. Du coup, selon la proportion de propriétaires, le poids du logement change. Il en va de même à l'étranger et ainsi, en Allemagne, où il y a moins de propriétaires et plus de locataires, le poids du logement dans le budget monte à 9 %.

De toute façon, ceux qui ne sont ni dans le secteur aidé, ni propriétaires, ne peuvent se reconnaître dans ces pondérations ridicules. Pour un célibataire au smic ou même avec un salaire de 1 500 €, cela ferait un loyer autour de 100 €, le prix d'une place de parking (pas même un box fermé), dans Paris ! Même en tenant compte du fait que la moitié des ménages est propriétaire, cela revient à considérer qu'une famille de quatre personnes, bénéficiant de deux salaires, même avec 3 000 ou 4 000 euros de revenu par mois, n'en consacrerait pas plus de 500 à son loyer.

La question du logement

La pondération ridicule de l'indice Insee n'est pas due qu'au problème de la moyenne. L'Insee sépare la consommation – ce qu'on dépense – de l'épargne – ce qui augmente le patrimoine. Les ménages propriétaires s'endettent et payent souvent des mensualités aussi élevées qu'un loyer. Pour l'Insee ce n'est pas une consommation mais une épargne, comme s'ils mettaient de l'argent sur leurs livrets. Cette dépense ne fait donc pas partie à ses yeux de la consommation que suit l'indice. Une fois de plus, on ne parle pas de la même chose. Les gens parlent de leur niveau de vie, l'Insee, de ce qui intéresse la BCE, la banque européenne qui gère l'euro.

Une autre statistique, moins largement diffusée, porte sur le budget des ménages. Elle suit ce que dépensent les ménages et le poste logement est estimé à plus de 20 %. Mais si le public connaissait le mode de calcul, il serait encore plus dérouté. Car l'Insee fait comme si les ménages propriétaires se versaient

à eux-mêmes un loyer pour le logement qu'ils possèdent et dans lequel ils habitent. On peut comprendre le raisonnement lorsqu'il s'agit de comparer des niveaux de vie : deux voisins ont le même salaire de 2 000 € par mois et vivent dans deux logements identiques. Si l'un paye un loyer de 500 €, quand l'autre est propriétaire, celui qui est locataire vit effectivement avec moins d'argent que son voisin. L'Insee calcule que le second bénéficie de l'équivalent de 2 500 € de revenus, et non de 2 000 €, et se verse à lui-même 500 € de loyer. Ces 500 € sont fictifs (ce sont des « loyers imputés »), ils augmentent ses revenus sans qu'il s'en rende compte, augmentant aussi ses dépenses, sans qu'il s'en aperçoive davantage.

Avec ce calcul, l'Insee estime alors que les ménages consacrent plus de 26 % de leurs revenus à se loger dont près de 20 % pour le loyer seul (et non les 7 % mentionnés plus haut).

Les ingénieurs de l'Insee construisent ce qu'on leur demande, un indice de prix qui permette des comparaisons européennes. La population laborieuse, elle, mesure de combien son propre pouvoir d'achat diminue. Les uns font des prévisions, les autres nourrissent leurs revendications.

Les prix relevés

Les prix sont relevés là où se fournit le public, supérettes, hypermarchés ou vente par Internet, dans la même proportion que les achats. Le prix du pain sera relevé par exemple à 70 % dans les boulangeries, 20 % en supermarché et 7 % en hypermarché. L'Insee tient compte des soldes, mais pas

des rabais exceptionnels ni des remises consenties à certains clients.

Le nombre de produits et la multiplication des références sont tels qu'il est impossible, même à l'Insee, de suivre tous les produits. Sans reproduire le sketch des humoristes Chevallier et Laspalès sur la boulangerie (« *Une campaillette, une croustillette, une trifouillette ?* »), il faut bien choisir néanmoins entre baguette, bâtard, pain, petit et grand campagne, boule, pain de mie, pains spéciaux… L'Insee relève les prix de quatre variétés, dont la baguette (pain ordinaire, dont le poids varie de 180 g à 270 g selon les régions) et le pain parisien (qui, lui, varie de 380 g à 520 g) et prend un « échantillon raisonné ».

Éviter que le camembert coule l'indice

Le poste « fromages à pâte molle » comprend rien moins que 909 variétés, parmi lesquelles le camembert. Mais il y a camembert et camembert. Ce que l'on appelle une « variété » dans le poste « fromages à pâte molle », c'est, par exemple, un camembert au lait cru, appellation d'origine (de Normandie), d'une marque déterminée (Lanquetot, par exemple). Et comme il y a 96 agglomérations dans lesquelles les relevés sont effectués, nous voilà face à 87 264 (96 agglomérations x 909 variétés) relevés différents, théoriquement possibles ! En pratique, tous les produits de toutes les marques ne sont pas représentés partout. L'Insee ne retient alors que 21 000 possibilités pour suivre ses séries. Une série, c'est un produit, une marque, une référence et un point de vente. Par exemple, parmi les fromages à pâtes

molles, le camembert au lait cru de la marque Lanquetot, vendu à l'Hyper-U de Fontenay-le-Comte en Vendée. Chaque mois, l'enquêteur relève le prix de ce camembert particulier dans le rayon de ce magasin précis. Et l'Insee ajoute à ces relevés presque autant de tarifs, des prix fixés en dehors des magasins.

Le développement des outils informatiques a permis une simplification de certaines procédures et désormais la statistique peut utiliser les « données de caisse », les tickets de caisse des super et hypermarchés, 80 millions de produits dont le prix est traité automatiquement chaque jour au lieu des 30 000 relevés mensuels. Cela ne s'est pas fait sans mal d'ailleurs, les chaînes voulant protéger leurs petits secrets de la concurrence.

Le caddie du ménager

L'Insee a choisi des coefficients budgétaires représentatifs de la consommation de la moyenne des Français. Et par « Français », on entend évidemment les résidents, sans se limiter à ceux qui ont la carte d'identité. Mais en réalité, chacun a son propre indice, qui dépend de sa consommation personnelle. Cela a été dit pour le logement, mais on peut étendre la remarque. Les non-fumeurs par exemple ne sont pas affectés par la hausse du prix du tabac. Et le mouvement des gilets jaunes a révélé combien les ménages populaires de province étaient bien plus touchés par les hausses de carburant que ceux qui bénéficient de transports en commun dans les grandes villes. Une moyenne ne veut donc pas dire grand-chose.

Un indice des prix, comment ça marche ?

Un indice de prix compare l'évolution de deux paniers de biens dont on connaît le prix et dont le rapport vaut 100 au départ. Il ne dit rien sur le montant de la consommation, mais retrace l'évolution des prix. Quand l'indice passe du niveau 100 au niveau 110, cela signifie que cet ensemble de biens (on dit traditionnellement un « panier », on pourrait dire aujourd'hui un « caddie ») payé 100 € serait payé 110 € aujourd'hui, si on achetait le même.

Supposons qu'un individu ne se nourrisse midi et soir que de Big Mac et de Coca (un régime qui n'est pas à conseiller), et achète 2 x 30 Big Mac et 2 x 30 Coca par mois. Si le Big Mac vaut 4,50 € et le Coca 2 €, il dépensera

$$2 \times 30 \times 4{,}50 + 2 \times 30 \times 2 = 270 + 120 = 390 \text{ €}.$$

Supposons que l'année suivante, le Big Mac passe de 4,50 € à 5 € et le Coca de 2 € à 2,50 €. Sa dépense devient :

$$2 \times 30 \times 5 + 2 \times 30 \times 2{,}5 = 300 + 150 = 450 \text{ €}.$$

Pour lui, l'indice des prix est de (450 / 390) x 100 = 115. Il dira que les prix ont augmenté de 15 % en moyenne.

La notion de base est donc simple. Et chacun peut réaliser son propre indice de prix, en notant sa consommation un mois donné et en relevant les prix le mois suivant. Cela donnerait un inventaire à la Prévert du genre : une carte de transports + un mois de loyer + 30 baguettes de pain + quatre hebdomadaires + un mensuel + 4 places de cinéma… et un raton laveur, bien entendu. L'Insee propose sur son site de construire son propre indice : les pondérations moyennes sont inscrites. Il suffit de le corriger en indiquant ses propres pondérations de loyer, alimentation, loisirs, transports, etc.

Les produits saisonniers comme les fruits et légumes ont posé des problèmes, mais c'est aussi le cas de certains services : remontées mécaniques des stations de sport d'hiver, campings, ou même collections de vêtements (printemps-été et automne-hiver). L'Insee suppose alors que le prix de ces produits reste constant entre deux saisons. Ou alors, l'Insee fait varier la composition du panier. Ainsi, les fruits et légumes auront une pondération constante, de l'ordre de 3 %. Mais à l'intérieur de ce poste, les bananes représenteront davantage en novembre qu'en octobre tandis que pour les clémentines, c'est l'inverse. On mesure ainsi la hausse des dépenses des ménages en « fruits frais », consécutive à la hausse des prix. On remarque que l'Insee néglige les différences de qualité entre les fruits, alors qu'il y a clémentine et clémentine, avec feuilles ou pas, de Corse ou du Maroc, bio ou pas, etc. C'est encore plus vrai pour des produits comme la viande dont la qualité varie très fortement selon l'endroit où elle est achetée. Souvent, la différence de prix entre magasins discount et circuits traditionnels ou premiers prix et produits de marque se paye d'une baisse de qualité.

Parfois l'enquêteur a des problèmes pour faire son relevé, car certains produits disparaissent. C'est ainsi que le camembert évoqué, celui au lait cru de la marque Lanquetot, a disparu pour raisons sanitaires, au profit d'un camembert « au lait thermisé ». En ce cas, il pourra substituer l'un à l'autre. Si le produit disparaît totalement, il faut alors évaluer le nouveau produit, dire si c'est le remplaçant de l'ancien ou s'il est mieux et lave « *plus blanc que blanc* »

ou « *lave l'eau avant de laver le linge* », comme dans le vieux sketch de Coluche ridiculisant les publicités lessivières.

L'effet qualité

Un indice établi par des associations de consommateurs ou des syndicats se heurterait au même problème. Mais il ne le résoudrait sans doute pas de la même façon.

En effet, remplacer un produit par un autre se fait rarement à l'identique. Pour comparer l'utilité des deux produits, il y a parfois des éléments objectifs. Un fabricant de pneus propose par exemple des pneus d'une nouvelle qualité qui, comme par hasard, coûtent 10 % ou 20 % plus cher. Si ces nouveaux pneus ont une durée de vie supérieure, et permettent de rouler 10 000 kilomètres de plus, l'Insee dira qu'il n'y a pas eu d'augmentation de prix, même si le consommateur l'a payé plus cher. L'Insee dira en effet que le prix de l'usure du pneu au kilomètre n'a pas varié. Mais si je dois changer les pneus de ma vieille voiture, et que celle-ci ne va guère durer au-delà de 10 000 kilomètres, à quoi cela me sert-il que les pneus roulent davantage ? Acheter ces nouveaux pneus plus chers revient à subir une vente forcée. Et contrairement à ce que calcule l'Insee, pour le consommateur, la hausse de prix est bien réelle.

Parfois le nouveau produit apparaît à côté de l'ancien. S'il est vendu plus cher, il faut supposer que cette augmentation du prix correspond à une qualité supérieure, comme un nouveau modèle de machine à laver avec plus de programmes. Si la machine est vendue 100 € plus cher, l'Insee supposera que, le consommateur étant libre de choisir entre

l'ancienne au même prix et la nouvelle avec amélioration, il n'a pas subi de hausse de prix. Et quand, ce qui est souvent le cas, la première disparaît l'année d'après, et qu'il ne reste sur le marché que la seconde, plus chère que la première, mais au même prix que l'année d'avant, l'Insee considère encore qu'il n'y a pas eu de hausse de prix. Là encore, pour le consommateur, la hausse est pourtant bien réelle.

Même quand l'augmentation de qualité est mesurable, cet « effet qualité » est d'un maniement délicat. Les nouveaux produits ont parfois peu de rapport avec les anciens. Le phonographe de la Belle Époque, le pick-up des yéyés des années 1960, la chaîne hi-fi des années 1970, les lecteurs de CD et les casques d'aujourd'hui sont tous classés dans la même rubrique, « appareils de reproduction du son ». Ils n'ont pourtant rien à voir les uns avec les autres, pas plus que les télés noir et blanc n'ont à voir avec les télés couleurs, les téléviseurs traditionnels avec les écrans plats 16/9. Comment mesurer « l'effet qualité » du passage du noir et blanc à la couleur ?

Il n'est pas dit en plus que cet effet procure une satisfaction supérieure au consommateur. Si l'auditeur est sensible à l'amélioration de la qualité du son et ne souhaite en rester ni à la télé en noir et blanc ni aux crachouillis à moitié audibles des cylindres des phonographes, en revanche, nous n'utilisons pas toutes les possibilités de nos appareils. Nos cuisines se remplissent de robots intégrant de multiples fonctions dont on ne se sert pas. Nos téléphones sont devenus de véritables ordinateurs dont la majorité des utilisateurs sont loin de savoir utiliser les multiples possibilités.

Les associations de consommateurs dénoncent *« l'obsolescence programmée »*, le fait que notre électroménager s'use trop vite et ne puisse plus être réparé en cas de panne, même bénigne. Le consommateur est obligé de racheter un objet neuf.

Mais pour l'Insee, la qualité doit se mesurer. Quand une lessive incorpore un adoucissant, le nouveau prix doit se comparer au prix de la lessive plus celui d'un adoucissant, même si l'acheteur ne désirait pas d'adoucissant. Et si le prix est contrôlé, comme celui des médicaments, les laboratoires trouvent une oreille complaisante pour prendre en compte la prétendue amélioration du service rendu… et la hausse de prix qui accompagne la nouvelle variété.

Il n'est donc pas toujours possible ou justifié de quantifier l'amélioration proposée. Comment mesurer l'amélioration de sécurité apportée par la présence d'airbags, de vitres teintées, de lève-vitres électriques, dans une automobile ? Là encore l'Insee ne se pose guère de questions et si le prix du modèle de l'année est le même que celui de l'année précédente alors qu'il intègre des équipements facturés 200 ou 500 euros l'année d'avant, on considère que le prix de l'automobile a baissé. Parfois l'Insee ne prend pas en compte le prix de l'option en totalité mais n'en retient que la moitié, jugeant qu'un équipement monté en série coûte moins cher que le même monté en option. Mais au total, voilà encore une baisse dont le consommateur ne se rend guère compte.

Les deux font Laspeyres

De nouveaux produits sont découverts, les goûts et les besoins changent. Supposons que le consommateur de l'exemple cité plus haut ne mange plus qu'un McDo par jour et dîne d'un plat surgelé (ne pas en abuser non plus), comment calculer l'indice alors que la composition du panier a varié ?

1. Soit on fait comme s'il avait continué à manger ses deux Big Mac par jour et on calcule l'indice comme indiqué dans l'encadré précédent. C'est le plus simple, car une fois qu'on connaît sa consommation, il n'y a plus qu'à suivre l'évolution des prix. C'est l'indice de Laspeyres.

2. Soit on fait au contraire comme s'il avait toujours consommé comme aujourd'hui. C'est plus compliqué car il faut rechercher combien valait le plat surgelé avant. C'est l'indice de Paashe. Dans le cas général, le premier indice surestime les évolutions, et l'autre les sous-estime. On peut alors en faire la moyenne mais ce n'est pas simple non plus, car il faut prendre une moyenne dite géométrique (la racine carrée du produit des deux) au lieu de la moyenne arithmétique habituelle.

De toute façon, aucun indice n'est juste ou faux en soi. Le premier indice, celui de Laspeyres, a l'avantage de la simplicité, et il est généralement retenu. Or il revient à faire comme si le consommateur ne changeait jamais de comportement, alors que plus le temps passe, moins cela correspond à la réalité. Que signifierait suivre en 2020 les produits et quantités consommées dans les années 1950 ou 1970 ? En poussant le raisonnement jusqu'à l'absurde, si on n'avait jamais changé depuis le premier indice élaboré pendant la guerre de 1914, on devrait suivre le prix de

l'avoine des chevaux mais pas celui des abonnements à un téléphone portable… appareil qui restait encore à inventer.

L'Insee fait alors un compromis et prend un indice de Laspeyres, celui qui garde les pondérations de départ, mais réévalue une partie des quantités chaque année. Et les indices sont « chaînés », par une opération qui lie les années les unes aux autres, même si ce n'est pas exact sur le strict plan mathématique.

Ressenti et mesuré

Comme pour la température, l'Insee et les organismes de statistiques mesurent ce qu'ils appellent l'inflation « ressentie », différente de celle qui serait objective. Ce ressenti est basé sur des enquêtes. De même que le vent ou l'humidité peut produire une impression de froid désagréable, le public peut surestimer l'inflation, disent-ils et c'est notamment ce qui se serait passé lors du passage à l'euro.

Certes, en matière de prix, les impressions peuvent être trompeuses. Il est impossible de se souvenir de tous les prix, et chacun a ses repères : le prix du café ou du demi au bistro, du journal ou du cinéma, de la baguette ou du lait… À l'inverse, après avoir payé, surtout si cela remonte à plusieurs années, on oublie combien on a payé certains gros achats : ordinateur, machine à laver, voiture ou même le taux de son crédit une fois qu'il a été discuté et négocié. En clair, dit l'Insee, si le pain augmente alors que les ordinateurs diminuent, les gens ont l'impression que les prix augmentent.

Mais surtout, même ce qui arrive sur le compte en banque en repart souvent avant qu'on ait eu la possibilité d'y toucher. Ce sont des dépenses incompressibles, « pré-engagées » comme dit l'Insee : les mensualités de crédit, les impôts, les assurances, le loyer et les charges, la mutuelle, le gaz et l'électricité, l'abonnement téléphone, Internet, télévision, la cantine des enfants, les abonnements de transport… Un salarié ne gère réellement que la moitié de sa paye, parfois moins. Le résultat est que lorsque l'Insee calcule que les dépenses alimentaires ne représentent que 17 % des dépenses d'un ménage, c'est peut-être vrai, en moyenne (avec les réserves déjà soulignées sur la moyenne) et sur l'ensemble de l'année ; mais pour celui qui tient ses comptes, c'est bien plus. Acceptons par hypothèse cette estimation et supposons un ménage vivant avec 2 000 € par mois. S'il dépense 17 % en alimentation et boissons, cela fait 340 € (17 % de 2 000 €). Mais si ses dépenses incompressibles (loyer, EDF, etc.) sont de 1 000 €, il ne lui reste plus que 1 000 € à gérer. Alors, ces mêmes 340 € représentent le tiers de son budget disponible (340 / 1 000, ou 34 %).

Les ménages les plus populaires sont ceux qui ont les charges les plus importantes en proportion de leur budget. Ce sont aussi ceux pour lesquels la part des dépenses alimentaires est la plus élevée, près de deux fois plus que la moyenne des ménages pour les 20 % les plus pauvres. On comprend ceux qui ont le sentiment que la fin du mois commence le 5 ou le 10. On comprend aussi qu'ils soient plus sensibles que d'autres au prix du pain, du lait, des produits alimentaires ou des courses courantes. L'Insee pose la question de savoir ce que les gens feraient si leurs revenus

augmentaient de 10 %. Eh bien, 13 % de ceux qui font partie du cinquième le plus pauvre augmenteraient leurs dépenses alimentaires, alors que ce taux baisse de moitié dès le cinquième suivant et tombe à zéro pour la tranche supérieure.

Pour eux, le « ressenti » correspond à la réalité : quelle que soit la température, lorsqu'on n'a ni manteau ni parapluie, et qu'on est sous la pluie, exposé au vent… on a froid !

●●●

L'établissement d'un indice de prix pose donc des problèmes divers. Les uns sont de nature statistique. Mais les problèmes les plus importants sont liés à la construction même de l'indice : pondérations, choix des produits, mode de relevé, etc.

Les pondérations du logement ne sont pas les seules à être bien peu réalistes. Les services de coiffure sont de l'ordre de 0,6 % de l'indice. Cela signifie qu'une famille de quatre personnes, vivant avec deux salaires moyens et un revenu total de 4 000 € par mois, ne dépenserait que 24 € de soins de coiffure par mois ? Le prix d'une coupe homme pour Monsieur, rien pour les autres ou alors Madame bénéficie d'une visite chez le coiffeur tous les deux mois, et par chance Monsieur est chauve (les enfants se débrouillent). Les coiffeurs peuvent fermer boutique.

La prise en compte de l'effet qualité pose bien des problèmes. Si sur le plan du principe, elle est inattaquable, dans la réalité de la consommation capitaliste, avec les fausses nouveautés, les présentations trompeuses, l'obsolescence programmée, il n'en va pas de même. Il faudrait mesurer des

choses comparables, en qualité, avec le même service rendu. Les comparaisons de prix sont parfois biaisées. L'Insee s'est interrogé sur l'effet qualité d'un produit acheté moins cher dans les chaînes discounts, le prix inférieur reflétant souvent comme il a été noté une baisse de qualité. Mais même le prix du produit acheté en hypermarché devrait prendre en compte le déplacement en périphérie ou à la ville voisine, par rapport au magasin de proximité, avec les dépenses afférentes en temps, essence, usure de son véhicule. Et comment quantifier l'amélioration du service fournie par nos ordinateurs et nos smartphones ? Si leur prix n'a pas varié, faut-il estimer qu'il a baissé en réalité, parce qu'ils sont dix fois plus rapides ou ont dix fois plus de mémoire ?

Même si les ingénieurs de l'Insee essayent comme tout salarié de faire leur travail honnêtement et consciencieusement, ils construisent un indice différent de celui qu'attendraient la population laborieuse, les syndicats ou les associations de consommateurs. C'est un indice des prix, pas le reflet d'une évolution du niveau de vie des ménages populaires, ni un outil pour les revendications salariales. Les statisticiens en sont conscients et des discussions savantes ont lieu depuis vingt ans. Mais elles ne débouchent sur aucun changement essentiel, car pour eux, il y aurait confusion. Ce qu'ils construisent, c'est un indice de prix. Et il faut mesurer ceux-ci de la même façon dans tous les pays d'Europe, ne serait-ce qu'à cause de l'euro. Or ce qu'attendraient les ménages populaires, ce serait plutôt un indice du coût de la vie, qui mesurerait ce que leur coûte leur consommation normale, même si celle-ci évolue sans qu'ils s'en rendent compte, comme lorsque les téléphones

portables deviennent indispensables. Les ménages veulent comprendre pourquoi ils ont l'impression de ne pas y arriver, alors que les statistiques leur disent que les prix n'évoluent pas, ou peu.

L'indice des statisticiens ne vise pas cela. Il prétend tout de même servir à des comparaisons en longue période. Sur le site de l'Insee, un calculateur permet de convertir une somme de n'importe quelle date en euros d'aujourd'hui, en remontant même jusqu'en 1913. Ainsi, les 10 F de l'heure réclamés par les ouvriers grévistes de Renault en 1947 vaudraient 57 centimes d'euros aujourd'hui. Les « 325 000 F » du roman de Roger Vaillant paru en 1955, que le héros va essayer de gagner en multipliant les heures supplémentaires, vaudraient moins de 7 500 € aujourd'hui. Cela donne une idée, certes, mais c'est assez illusoire.

En réalité, le problème de l'indice des prix n'est pas un problème de technique ou de calcul. À chaque fois que le monde du travail est entré en lutte, comme lors de la grande grève contre la « profitation » aux Antilles en 2009, il a su se donner les outils nécessaires pour asseoir ses revendications. « L'échelle mobile des salaires », c'est-à-dire l'indexation des salaires sur les prix, est une revendication qui s'appuie davantage sur un rapport de force entre classes en lutte que sur de savants calculs, aussi nécessaires soient-ils.

CHAPITRE III

FAIRE PARLER… ET MENTIR LES CHIFFRES

Parler chiffres, c'est bien entendu parler salaires et augmentations. Si les chiffres ne mentent pas, une présentation habile, de savants calculs peuvent parfois fausser la perception qu'on en a. L'utilisation de simples pourcentages suffit souvent à dérouter les salariés. Il est pourtant possible de démonter les pièges et les présentations tendancieuses, quitte à dire quelques mots de mathématiques, ou plutôt d'arithmétique. Que le lecteur se rassure, les notions développées dans les pages qui suivent ne dépassent pas ce que tout un chacun a appris à l'école primaire ou au collège.

Les pourcentages

Même si les enfants font connaissance avec les pourcentages dès la classe de sixième, à un âge où les enseignants leur font manipuler des parts de tarte, l'utilisation des pourcentages, notamment dans le langage économique pose facilement des problèmes de lecture. Le pourcentage n'est pourtant qu'une simple fraction dont le dénominateur est 100. Pour l'obtenir, il suffit de diviser deux nombres l'un par l'autre, et de multiplier le résultat par 100. Les « 45 % de

fruits » d'un pot de confiture signalent simplement qu'ont été utilisés 45 g de fruits sur 100 g d'ingrédients, 450 g par kilo, et ce chiffre aurait pu être présenté indifféremment sous sa forme décimale (0,45), en fraction (45/100), ou en pourcentage (45 %).

Parler en pourcentage fait parfois oublier le sens de la division sous-jacente, le rapport logique entre les deux chiffres. Ainsi, Suzanne Gasquet More dans un petit livre de mathématiques amusantes, *Plus vite que son nombre*, relève cette question d'un journaliste : *« Si un quart des cadres épousent des femmes cadres, ces dames sont plus de 50 % à épouser leurs égaux, socialement parlant. Où trouvent-elles donc le quart manquant ?* », se demande naïvement le journaliste.

Naturellement il n'y a aucun « quart manquant ». Il y avait simplement deux fois plus d'hommes cadres que de femmes cadres à la date de l'article (les femmes sont 42 % de l'ensemble des cadres aujourd'hui). Si la moitié des 100 femmes cadres épousent des hommes de même condition, 50 hommes cadres auront épousé 50 femmes cadres. Mais comme il y a deux fois plus d'hommes cadres que de femmes cadres, il apparaît qu'il y avait au départ 200 hommes cadres et non pas 100. Ces 50 hommes ne représentent donc que le quart des hommes cadres.

Cet exemple est grossier, mais illustre une source d'erreurs fréquente. Si 20 % des étudiants sont des fils ou filles d'ouvriers et d'employés, et 20 autres pourcents issus de familles de cadres supérieurs, avant d'en conclure à la démocratisation de l'enseignement, il faudrait se demander quelle est la

proportion d'ouvriers-employés et celle de cadres dans la population. Et comme il y a plus d'ouvriers et d'employés que de cadres… Cet exemple est simple à comprendre. Cela n'empêche pourtant pas les journalistes de commettre une erreur de ce type lorsqu'ils parlent de pourcentages de grévistes. Si la direction annonce « 20 % de grévistes » quand les syndicats parlent de 50 %, ils ne comptent généralement pas la même chose : la direction rapportera le nombre de grévistes à l'effectif total, y compris les salariés malades, en formation, en congé maternité, ou même les cadres de direction. Les syndicats eux, compareront le nombre de grévistes à ceux qui sont concernés et auraient dû être au travail ce jour.

Quand ça monte

Les pourcentages sont souvent utilisés pour exprimer des accroissements. On fait alors la différence entre le point de départ et celui d'arrivée (la valeur d'arrivée moins la valeur de départ) que l'on divise par la valeur qu'on avait au départ, le tout étant converti en pourcentage. Si un salarié (mal) payé touchait 1 000 €, et qu'il en touche désormais 1 100 €, le taux d'accroissement de son salaire est de 10 %.

Le langage courant recèle parfois des pièges. Ainsi, si ce salarié mal payé voyait son salaire doubler, ce qui arrive rarement néanmoins, il passerait de 1 000 € à 2 000 €. Il augmenterait alors de 100 % et non de 200 % comme on aurait tendance à le dire. Il suffit de poser l'opération :

(200 – 100) / 100 = 100 %.

De la même façon, un phénomène qui augmente de 200 % a triplé et non doublé.

Quand on utilise des taux de croissance pour réaliser des comparaisons, il faut toujours se poser le problème de la base. Dans une série télévisée humoristique, on voit par exemple le fils annoncer fièrement que ses notes ont connu une augmentation de 50 % alors que celles de sa sœur n'ont eu qu'une augmentation ridicule de 11 %… En fait, il est passé de 2 à 3 quand sa sœur est passée de 9 à 10. Il faut donc se méfier et, comme on l'a vu pour le PIB, les taux de croissance très forts affichés pour des pays du tiers-monde, après des guerres ou des catastrophes, relèvent parfois de ce type de présentation.

Ça n'a pas de sens

Les pourcentages sont donc sensibles au point de départ. Il est utile de s'en souvenir quand on regarde un phénomène à la hausse et à la baisse. Supposons qu'un patron, prétextant des difficultés, fasse accepter aux salariés une baisse de salaire de 20 % « pour sauver l'emploi ». L'année d'après c'est la reprise : il les augmente de 20 %. Est-ce que « le compte est bon » comme dans le jeu télévisé ? Non, bien sûr, et il suffit de poser le calcul pour le montrer.

Pour une paye de 1 000 €, la baisse de 20 % représente 200 € (20 % de ces 1 000 €). Le salarié gagne désormais 800 € et lors de la reprise, l'augmentation de 20 % qui suit portera sur le nouveau salaire. Or 20 % de 800 €, cela ne fait que 160 €, et le salarié ne touchera que 960 €. Désolé patron, le compte n'est pas bon !

Ils sont à la masse

Le salarié regarde son salaire individuel, mais les employeurs eux, regardent ce qu'ils appellent la masse salariale. Ce terme désigne le total de ce qu'ils accordent aux salariés, en disant qu'ils leur coûtent, alors que ceux-ci leur rapportent. Mais quand l'employeur déclare que « la masse salariale a progressé », cela ne veut pas dire que les salariés ont gagné réellement davantage.

Supposons ainsi qu'une année donnée, la hausse des prix étant de 1 %, l'employeur ait accordé 1 % d'augmentation. Cette augmentation prend effet en décembre. L'année suivante, lors des négociations obligatoires et alors qu'on prévoit encore 1 % de hausse des prix, le patron dit que les salariés ont déjà été augmentés ! Par quel miracle un zéro sur la feuille de paye se transforme-t-il en quelque chose ? Le patron montre alors le total de l'année, ce qui sera déclaré aux impôts : l'an passé, le salarié avait touché 1 000 € tous les mois de janvier à novembre, soit onze fois 1 000 ou 11 000 €. Et il avait eu 1 % de plus en décembre, soit 1 010 €. Au total, il avait donc touché 12 010 €. L'année suivante, il va toucher douze fois ces 1 010 €. À la fin de l'année, il aura eu douze fois 1 010 €, soit 12 120 €. Or il n'avait eu que 12 010 € l'an passé. Le patron fait constater aux délégués que l'augmentation a bien eu lieu ! Le pourcentage de hausse est de (12 120 – 12 010) / 12 010 = 0,91 %… quasiment 1 %, dit-il. Si l'inflation est de 1 %, pour lui, « le compte est quasi bon ».

Cela s'appelle l'effet « report » qui fait que, même si on touche zéro, qu'on a passé toute l'année à voir son salaire

stagner quand les prix montent, pour les patrons, on a quand même touché quelque chose !

Faut qu'ça glisse

La masse salariale intègre les progressions individuelles, et les calculs patronaux aboutissent parfois à des résultats surprenants. Supposons qu'à cause du déroulement de carrière, le salaire d'une partie du personnel augmente de 5 %. Le patron pourra dire que la masse salariale globale augmente, même si le salarié individuel n'a rien touché. Supposons une entreprise de dix salariés payés (par simplification) 1 000 €. La masse salariale est 10 fois 1 000 = 10 000 €. Chaque salarié progresse à l'ancienneté de 10 % tous les cinq ans. Prenons une année où un seul salarié (soit 10 % du personnel) a eu cette progression : il est passé de 1 000 € à 1 100 €. La masse salariale passe alors à 9 fois 1 000 soit 9 000 (les salaires de ceux qui n'ont pas bougé) plus 1 100 (la paye de celui qui a eu 10 % de hausse) = 9 000 plus 1 100, soit 10 100 € en tout. Le patron peut dire qu'« en masse » il a augmenté son personnel de 1 %. Si l'inflation est de 1 %, l'employeur usera de cet argument fallacieux pour dire que « la masse salariale a progressé au rythme de l'inflation » alors que pour ceux qui n'ont rien eu, ne pas suivre l'inflation, cela revient à faire baisser les salaires réels.

Cela s'appelle le « glissement vieillesse ». Les salaires progressent, mais uniquement grâce à l'ancienneté. Un salarié individuel voit son salaire augmenter, mais moins que cela aurait été s'il avait suivi l'inflation. Avec l'inflation de l'exemple précédent, celui qui aurait dû progresser de 10 %

n'a progressé que de 9 % environ, puisque l'inflation lui a déjà pris 1 %. Et s'il n'a aucune progression avant cinq ans, il perdra 5 fois ce 1 % d'inflation. Lorsqu'il obtiendra enfin sa progression, son salaire augmentera mais chaque échelon sera moins payé que pour les générations précédentes.

C'est avec ce genre d'astuce que les salaires de la fonction publique ont été tirés vers le bas, sans que le salaire de chacun baisse. Un professeur de lycée ou collège (certifié) était embauché à un indice représentant un peu moins de deux fois le smic dans les années 1980. Lorsqu'un jeune enseignant démarre sa carrière aujourd'hui, son salaire n'est supérieur au smic que de 20 % à peine. Quant aux infirmières, ce n'est que grâce à la revalorisation de leur carrière, avec un passage de catégorie B en catégorie A dans les années 2010, qu'elles n'ont pas décroché. *A contrario*, cela signifie que la revalorisation qu'on leur a tant vantée, et qu'elles ont payée d'une augmentation du nombre d'années nécessaires pour atteindre la retraite, n'était qu'un simple rattrapage.

Pas moyen de moyenner

Les calculs de moyennes cachent donc là encore les disparités, et permettent toutes les manœuvres, comme dans cet exemple. Il y en a d'autres.

Supposons ainsi que dans ma petite entreprise (qui ne connaît pas la crise, bien sûr) il y ait neuf employés payés 2 000 € et que le patron s'accorde démocratiquement le même salaire de 2 000 €. Le salaire moyen sera bien entendu de 2 000 €. Mais supposons maintenant que, l'entreprise

prospérant, le patron décide de s'augmenter, et passe son salaire à 5 000 €. Que devient le salaire moyen ?

Il faut faire la somme des salaires versés (la masse salariale) et la diviser par le nombre de salariés. Neuf salariés à 2 000 € cela fait 18 000 €, plus un directeur à 5 000 € cela fait 23 000 € en tout. Le salaire moyen, obtenu en divisant par dix, passe à 2 300 € au lieu des 2 000 € précédents. Puisque le salaire moyen a augmenté, on pourra encore dire que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes capitalistes.

La masse salariale peut même augmenter, bien que les salariés d'aujourd'hui soient moins payés que ceux d'hier. En effet, si le patron profite du départ en retraite d'un employé à 1 000 € pour le remplacer par un technicien à 2 000 €, il pourra dire que la masse salariale a augmenté. Elle était auparavant de 10 fois 1 000 = 10 000 €, elle passe à 9 fois 1 000 plus une fois 2 000, soit 11 000 €. Et voilà un patron qui peut se vanter de faire du social puisque dans son entreprise, « les salaires ont progressé de 10 % » !

Or avec l'évolution, il y a davantage d'ingénieurs et de techniciens, moins d'employés et d'ouvriers sans qualification. La « masse salariale » peut donc augmenter bien que les salaires des uns et des autres n'augmentent pas.

Cela peut encore être le cas, même si le salaire des salariés de toutes les catégories baisse. Par quel calcul bizarre ? Supposons qu'au fil du temps, les ouvriers payés 1 500 € ne sont plus payés que 1 200 €, et que les techniciens et ingénieurs payés 2 500 € sont payés désormais 2 000 €. Les salaires de tous les employés ayant baissé, il semble difficile de dire que le salaire moyen augmente. Eh bien si, car il suffit

que la composition de l'entreprise ait changé, qu'il y ait plus d'ingénieurs et moins d'ouvriers, pour qu'il augmente.

Supposons donc une entreprise de 100 salariés :
80 ouvriers payés 1 500 €, le total de ce qu'ils touchaient était de 80 x 1 500 = 120 000 €.
20 ingénieurs et techniciens payés 2 500 €, le total était donc de 20 x 2 500 = 50 000 €.
Il y avait donc 80 + 20 = 100 salariés et la masse salariale, le total de leurs payes était de 120 000 + 50 000 = 170 000 €. Le salaire moyen était donc de 170 000 / 100 = 1 700 €.
Si les proportions s'inversent, qu'il y a désormais 20 ouvriers et 80 techniciens et cadres, que devient le salaire moyen ?
20 ouvriers au lieu de 80, payés 1 200 € au lieu de 1 500 €, cela fait un total de 20 x 1 200 = 24 000 € ;
80 ingénieurs et techniciens au lieu de 20, payés 2 000 € au lieu de 2 500, soit un total 80 x 2 000 = 160 000 €.
Il y a en tout 20 + 80 = 100 salariés. Et ils sont payés 24 000 + 160 000 = 184 000 €. Le salaire moyen est alors de 184 000 / 100 = 1 840 €.

C'est le piège des moyennes : dans l'exemple ci-dessus, le « salaire moyen » est passé de 1 700 € à 1 840 € mais chacun est perdant. Cette astuce fait partie du GVT, le « glissement vieillesse technicité ». Ce n'est plus le V de vieillesse comme au paragraphe précédent et ses augmentations à l'ancienneté, mais le T de « technicité » qui prend en compte l'évolution des catégories dans l'entreprise.

C'est avec ce genre de comparaisons que certains disent que les fonctionnaires sont mieux payés « en moyenne » que

les salariés du privé. Il faut comparer ce qui est comparable. Ce n'est pas ce qu'a fait le journal *Le Parisien*, qui titrait en 2010 : « *Qui d'un fonctionnaire ou d'un salarié du privé est le mieux rémunéré ?* » Il écrivait : « *Une personne employée par l'État touchait 28 520 € net en 2009, contre 24 530 € pour un salarié du privé. L'écart entre ces deux catégories de travailleurs s'est amplifié ces dernières années : + 750 € entre 2005 et 2009.* » Il suffisait pourtant de se demander si dans le public, il y avait plus de professeurs ou d'infirmières et davantage d'employés ou de techniciens dans le privé. Et comme on l'a vu, cela ne veut pas dire que les employés ou les ingénieurs du public gagnent plus que les employés ou les ingénieurs du privé.

●●●

« Les chiffres ne mentent pas. » En effet, mais les patrons et leurs apôtres mentent souvent et le maniement d'indicateurs, même relativement simples comme des pourcentages ou des taux de croissance, peut suffire à troubler le public. Un peu d'arithmétique, de bon sens et une saine méfiance vis-à-vis des discours patronaux suffisent néanmoins à déjouer les pièges les plus grossiers.

Conclusion

L'information économique n'est pas neutre. Elle ne saurait l'être, comme toute information touchant à l'organisation de la société. Elle reflète des attentes, répond à des questions, et tous les membres de la société ne se posent pas les mêmes. L'information a été longtemps négligée par les tenants d'un système censé se réguler de lui-même, sans intervention humaine. Pire, pour ces théoriciens qu'on disait « libéraux », la liberté d'agir sans contrainte, alors que l'élaboration de ces chiffres devait permettre d'intervenir dans l'économie, était une condition d'efficacité du système. La crise de 1929 a sonné le glas de ces théories naïves, ou naïvement intéressées à la conservation d'un système injuste et inefficace. L'économie a alors quitté le domaine de la réflexion philosophique pour tenter d'entrer dans celui de la science. Il ne s'agissait pas seulement d'utiliser des outils mathématiques et statistiques. Déjà, à la fin du siècle précédent, des théoriciens libéraux avaient eu recours aux mathématiques pour tenter de donner une assise scientifique à leurs spéculations. Mais leur démarche restait la même que celle du début du 19e siècle : la croyance dans le « laisser-faire ». Elle se contentait de formuler dans un

langage mathématique compliqué les croyances de leurs prédécesseurs.

C'est ce qui a changé après le traumatisme de la crise des années 1930 qui a failli emporter le système, et la guerre qui en a résulté. L'économiste britannique J. M. Keynes a donné un cadre théorique cohérent et c'est à ce moment que les économistes se sont véritablement mis à compter. Ils se sont enfin aperçus que l'offre globale n'était égale à la demande que dans leurs livres, pas dans la réalité. Les pays développés ont mis en œuvre des écoles, des instituts, des offices de statistiques, à l'image de l'Insee en France ou du renforcement du Census Bureau aux États-Unis. Ils ont alors élaboré une « comptabilité nationale » là où n'existait que la comptabilité privée des entreprises, et le budget, ce compte des dépenses de l'État. Il n'est paradoxal qu'en apparence que pour cela ils aient dû recourir aux outils élaborés par les économistes d'un système honni, les économistes socialistes ....

La Russie soviétique des années 1920 avait dû en effet inventer des concepts, des méthodes nouvelles, afin de pouvoir diriger et coordonner une économie qui n'était plus guidée par le profit. Mais dans les pays capitalistes, les outils élaborés sont adaptés aux buts et à la logique de cette société : il s'agit de résoudre les problèmes des capitalistes, de construire les indicateurs permettant de savoir si leur économie respecte bien les « grands équilibres ». Quand tel n'est pas le cas, quels sont leurs moyens d'action, dans cette société où ce sont les détenteurs de capitaux qui font la loi, et pas les gouvernants ? Et comment agir dans un monde

imprévisible par nature, où chacun fait ce qu'il veut sans se soucier de l'ensemble, où règne l'anarchie de la production dénoncée par les fondateurs du marxisme il y a 150 ans ? Et d'ailleurs, quand bien même la situation serait considérée par les économistes officiels comme « à l'équilibre », lorsque l'offre et la demande s'égalisent, encore faut-il comprendre que par demande, on n'entend que la demande solvable, celle qui peut payer, pas les besoins de la population. De là les divergences notées tout au long de cet ouvrage, l'écart entre les concepts utilisés et les questions que se posent les travailleurs et plus largement, les citoyens.

La complexité croissante des outils mathématiques utilisés a contribué à éloigner le public de la compréhension de cette information. La plupart des gens se sentent incapables de discuter l'avalanche de chiffres assénés d'un ton d'autant plus assuré que les calculs sont, comme on l'a vu, souvent approximatifs. Mais ils en comprennent les implications, et ont du mal à croire que leur pouvoir d'achat augmente lorsqu'ils ont de plus en plus de mal à boucler leurs fins de mois, que le chômage baisse lorsqu'ils constatent que ce n'est pas le cas pour eux-mêmes ou leurs proches, ou même qu'un taux de croissance qui remplit d'aise les dirigeants suffise à leur apporter bien-être et bonheur.

Cette méfiance est saine et justifiée. Lorsque le système capitaliste sera renversé, commencera l'édification d'une autre société, socialiste, qui cherchera selon la formule d'Engels, à passer du « gouvernement des personnes à l'administration des choses et à la direction des opérations de production ». Pour cela, les hommes et les femmes du futur

auront besoin eux aussi d'outils comptables compliqués, d'ingénieurs pour les élaborer. Mais ces outils seront fonction des buts qu'ils se seront fixés, des étapes par lesquelles ils devront passer, des contraintes auxquelles il faudra faire face, voire des affrontements et des conflits qu'il leur faudra résoudre. Ce que seront ces outils, on ne peut le dire en détail aujourd'hui. Mais ce qui est certain c'est qu'ils seront élaborés pour aider les humains, tous les humains, à comprendre et diriger leur monde, au lieu d'être au service du capital et de ceux qui le détiennent.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 3

Compter ce qui est produit 7

Mesurer la richesse 9

Ce qui compte, c'est souvent ce qu'ils ne comptent pas 31

Compter qui produit 51

Combien de travailleurs, combien de chômeurs ? 53

La Bourse et la vie 71

Compter qui touche quoi 87

Des revenus pareils, on n'en revient pas 89

Que valent les prix ? 105

Faire parler… et mentir les chiffres 129

Conclusion 139

DANS LA COLLECTION ÉCLAIRAGE

1 – Proche-Orient 1914-2010, les origines du conflit israélo-palestinien

2 – La Première Guerre mondiale, dix millions de morts pour un repartage du monde

3 – Histoire de la mondialisation capitaliste, tome I, 1492-1914

4 – Italie 1919-1920, les deux années rouges

5 – Histoire de la mondialisation capitaliste, tome II, 1914-2010

6 – La Russie avant 1917 – De l'abolition du servage à la veille de la révolution

7 – Le cerveau et la pensée

8 – La question coloniale dans le mouvement ouvrier en France

9 – La civilisation arabe du VIII^e au XIII^e siècle

10 – Les philosophes des Lumières

11 – L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes. Tome I : 1923-1927

12 – L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes. Tome II : 1928-1938, une lutte à mort contre le stalinisme

13 – Le Parti communiste français, 1920-1933

14 – Les débuts du mouvement ouvrier socialiste dans l'Empire d'Autriche-Hongrie

15 – Russie soviétique (1917-1927). La révolution dans la culture et le mode de vie

16 – Naissance et consolidation de la république bourgeoise en France (1789-1914)

18 – Quand la révolution ébranlait le monde. La vague révolutionnaire 1917-1923

19 – Une industrialisation à pas de tortue. France, 1789-1914.

20 – Chili 1970-1973. Allende désarme les travailleurs, l'armée les massacre

21 – Les convulsions du capitalisme depuis la Seconde Guerre mondiale